



Salles de concert ouvertes sur la ville



Maléfice et irrésistible tentation des sens

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. C N° 265

LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 NOVEMBRE 2009

2,14\$ + TAXES = 2,75\$

Le cours magistral est mort, vive la techno!



AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Cet après-midi-là, 14 élèves du petit groupe de mathématiques de 4^e secondaire s'affrontent en classe dans une joute complexe portant sur x^2 et xy . Le match est projeté sur écran géant. Grâce à des télécommandes en forme d'œufs, placées sur chaque pupitre, les jeunes peuvent répondre en direct au jeu-questionnaire à choix multiples. Tic tac, tic tac... Il faudra 137 secondes pour que tous aient choisi

si une réponse: le tableau indique que dix élèves ont la bonne. L'enseignante, Sylvie Normandeau, empoigne alors son stylet-souris et entreprend de résoudre le problème en écrivant directement sur l'écran géant, comme par magie. L'écran, que tous appellent TBI, pour tableau blanc interactif, est relié à un ordinateur portable et à un rétroprojecteur. Il répond aux ordres du stylet.

En un clic, Mme Normandeau passe au problème suivant. «Eille, j'avais pas fini!», lance une élève au fond de la classe. Re-clic: en une fraction de seconde, le tableau affiche de nouveau la page précédente. Éf-

acer le tableau n'aura jamais été aussi réversible.

Sylvie Normandeau l'avoue, l'ordinateur, très peu pour elle. Des diapositives sur PowerPoint pour donner ses cours de mathématiques? Elle n'y aurait jamais pensé. Pourtant, elle est passée avec joie du bon vieux tableau vert et de la craie blanche au TBI. «Je n'ai pas eu le choix, ils l'ont installé!», raconte-t-elle à propos de sa conversion technologique, lorsque *Le Devoir* s'est rendu dans son cours de mathématique. Mais trois mois

VOIR PAGE A 14: COURS

TORTURE EN AFGHANISTAN

Le Canada a transféré plus de 220 détenus

GUILLAUME BOURGULT-CÔTÉ
HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'armée canadienne a transféré un minimum de 220 à 250 détenus aux autorités afghanes en 2006 et 2007, révèle une compilation de données inédite. Ces prisonniers ont, selon le diplomate Richard Colvin, probablement tous été torturés aux mains de leurs geôliers, alors qu'ils étaient pour la plupart innocents.

Le gouvernement conservateur tient secret le nombre de détenus que les Forces canadiennes ont transféré en Afghanistan, pour des raisons dites de «sécurité opérationnelle». Mais *Le Devoir* a calculé l'ampleur du phénomène en se basant sur les indications contenues dans le témoignage de M. Colvin, présenté mercredi devant le Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan.



Richard Colvin

M. Colvin, qui était le numéro deux canadien en Afghanistan en 2006-07, a indiqué que «le Canada avait transféré [en mai 2007] aux autorités locales 6 fois plus de détenus que les Britanniques, qui menaient des opérations militaires semblables aux nôtres, et 20 fois plus que les Hollandais.»

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas étaient les principaux alliés de l'OTAN à travailler avec le Canada dans le sud de l'Afghanistan à ce moment.

VOIR PAGE A 14: TORTURE

■ L'éditorial de Josée Boileau: L'homme crédible, à lire en page C 4

■ Au-delà de la formule magique ■ Facebook: le prof aime, l'école n'aime pas > pages A 6 et A 7



FABIEN DEGLISE

Pour en finir avec le gros rouge qui fait tache

■ À lire en page D 4

S.O.S. forêt amazonienne

Le gouverneur de l'Amazonie choisit des solutions musclées

ODILE TREMBLAY

Manaus, Brésil — C'est dans la moiteur de la ville de Manaus, au bord du Rio Negro, que l'on rencontre Eduardo Braga, le gouverneur de l'Etat de l'Amazonie, au Brésil. L'homme est en pleine campagne pré-sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, qui se tiendra du 7 au 18 décembre, brandit des chiffres, affiche des projets, jure d'étonner dans moins d'un mois en mettant sur la table des solutions musclées.

«En 2050, il n'y aura plus de coupes du tout»
A l'heure des tergiversations des grands pays pollueurs, le Brésil va à contre-courant de la frilosité des puissants en se faisant le champion de l'environnement. Le 13 novembre, il s'engageait unilatéralement à réduire de 80 % d'ici 2020 la déforestation dans la forêt amazonienne, tout en limitant les effets de l'élevage, de l'agriculture, etc. «En 2050, il n'y aura plus de



Les éleveurs brésiliens coupent un hectare de forêt primaire chaque seconde.

REUTERS

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	C 5
Annonces.....	B 13	Monde.....	B 8
Avis publics B 10		Mots croisés. D 5	
Bourse.....	B 2	Météo.....	B 12
Carrières.....	B 7	Perspectives... C 1	
Décès.....	B 13	Rencontres.... D 4	
Économie.....	B 1	Sports.....	B 12
Éditorial.....	C 4	Sudoku.....	B 12

VOIR PAGE A 14: FORÊT

Correction de votre vision par le laser



L'équipe de la Clinique d'Ophthalmologie IRIS vous invite à un **brunch d'information** sur la correction de la vision par le laser, le **dimanche 29 novembre** dès **10h00** au Sheraton Centre-Ville, 1201, boul. René-Lévesque Ouest. Réservez votre place à la Clinique d'Ophthalmologie IRIS en composant le **1.866.MES.YEUX** ou à **iris.ca**.

IRIS
CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE

Accord D

Chirurgies faites par un ophtalmologiste à l'une de nos Cliniques d'Ophthalmologie IRIS de Laval, QC ou de Langley, CB.

ACTUALITÉS

Laval a perdu 40 % de ses milieux humides

Si les grands de la construction écrèment les meilleurs contrats municipaux, d'autres entreprises du même secteur, proches des machines électorales locales et provinciales, se sont offert un véritable pactole en remblayant et en construisant sur les derniers milieux humides de la région de Laval.

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

En cinq ans, les entrepreneurs en construction de Laval ont remblayé et construit sur 40 % des derniers milieux humides de cette île.

C'est ce que révèle une compilation des dernières pertes en milieux humides réalisée par le Conseil régional de l'environnement de Laval, dont *Le Devoir* a pu prendre connaissance auprès de son coordonnateur, Guy Garand.

Selon ce dernier, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) a autorisé en 2009 le remblayage de 10 nouveaux milieux humides entre janvier et septembre.

L'an dernier, le CRE de Laval a dénombré sur la foi de documents obtenus du ministère 26 autres cas de milieux humides légalement altérés ou rayés de la carte pour faire place à de nouvelles maisons.

Ces 36 disparitions en 21 mois, explique Guy Garand,

s'ajoutent aux 104 autres marais, boisés et milieux humides divers qui ont été saccagés, légalement ou illégalement mais en toute impunité, entre 2004 et 2007, toujours au profit de promoteurs immobiliers sur le territoire de Laval.

Cela porte le total des disparitions à 140 milieux humides en cinq ans sur les 353 recensés depuis une décennie, soit 39 %.

Et cette comptabilité, explique Guy Garand, ne tient pas compte de la disparition du grand marais de Saint-Elzéar entre 2001 et 2003, remblayé en partie pour faire place à un parc industriel. Le promoteur a écopé en 2007 de deux amendes de 1800 \$.

«Pourquoi se casser la tête à faire des études de répercussions environnementales et demander des certificats d'autorisation quand les sanctions sont aussi ridicules?», commente le coordonnateur du CRE.

On se souviendra par ailleurs du projet Islemère, révélé par *Le Devoir* et qui avait fait l'objet



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
On empiète sur les milieux humides pour faire du développement domiciliaire.

d'une ordonnance de restauration en 2005 par l'ancien ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair. Ce dossier a été réglé à l'amiable en 2008 par l'actuelle ministre, Line Beauchamp, qui a préféré ne pas en appeler de la décision paralysante du juge Luc Lefebvre. Ce dernier avait refusé de protéger le marécage forestier parce qu'à son avis, et contrairement au jugement des plus éminents scientifiques, ce n'était pas un véritable milieu humide. Jusqu'à ce jour, et malgré les pouvoirs que leur confère la loi de-

puis 25 ans, aucun ministre québécois n'a obtenu la restauration d'un milieu humide saccagé, un coût qui découragerait bien des promoteurs si un seul exemple était fait, convient Guy Garand.

Même le gouvernement, ajoute-t-il, n'a pas respecté les milieux humides lavallois en empiétant, avec les travaux de l'autoroute 25, sur d'importants milieux humides qu'il s'était pourtant engagé à protéger par une zone tampon.

«Nous assistons, dit-il, à Laval, à un laisser-faire généralisé autant du ministère que de l'administration municipale, qui n'a encore aucune règle légale de protection de ce patrimoine naturel, car la MRC Laval n'a pas encore fait approuver un premier schéma d'aménagement alors qu'on en est à revoir la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Au ministère, on "scrappe" tout ce qui est en bas d'un demi-hectare s'il n'y a pas de plantes rares ou d'espèces menacées. Mais au rythme actuel de dévastation, ce sont les espèces ordinaires qui sont devenues en danger, ce qu'ils sont incapables de comprendre.»

Réactions

Invité à dire où le ministère s'en allait avec son imprimante à autorisations et si la direc-

tion régionale avait une idée du moment où elle devra s'arrêter dans une logique d'impacts cumulatifs, le directeur régional, Pierre Robert, a dit que ses fonctionnaires «respectent le cadre d'autorisation en vigueur» et qu'il s'informerait pour savoir si on savait dans ses services où se trouvait la ligne rouge à ne pas dépasser.

Pour André Bouchard, professeur de biologie à l'Université de Montréal et ancien curateur du Jardin botanique de Montréal, «les règles actuelles constituent un véritable scandale, car elles ne tiennent pas compte du fait qu'il reste environ 8 % des milieux humides que comptait la région de Montréal autrefois. La politique actuelle, c'est zéro, explique celui qui a défendu l'idée d'une gestion écosystémique des forêts au sein de la commission Coulombe. Quand il reste aussi peu d'un patrimoine vivant aussi important, la seule politique rationnelle, c'est une protection intégrale et jalouse de tout ce qui reste. Il faut revoir toute la politique québécoise et revenir à la position Mulcair, qui voulait protéger la totalité des milieux humides dans le Québec habité.»

Le Devoir

Aménagement forestier
Écologistes
et industriels
s'opposent

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La volonté de Québec de reprendre le contrôle de l'aménagement forestier constitue désormais la ligne de démarcation des «pour» et des «contre» les amendements apportés cette semaine au projet de loi 57 par la ministre des Richesses naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau.

Autant les écologistes favorisent ce virage, autant l'industrie affirme qu'il «ne permettra pas à l'industrie de retrouver sa compétitivité».

Pour Nature-Québec, par contre, la nouvelle mouture du projet de loi «place enfin les écosystèmes forestiers et l'aménagement qui en découle au cœur de la réforme et reprend ainsi la principale recommandation de la commission Coulombe», expliquait hier Louis Bélanger, porte-parole de la commission Forêts de nature du groupe écologiste.

Ce dernier ajoute qu'en «repre- nant le contrôle de la planification et de l'aménagement des forêts, auparavant confié à l'industrie forestière, et en plaçant l'aménagement écosystémique au centre de la réforme, le Québec ouvre la voie à une nouvelle foresterie respectueuse des limites des écosystèmes et favorisant une diversification de l'économie forestière».

Le groupe environnemental est aussi particulièrement satisfait de la décision de Québec «de ne pas fixer à l'avance de grandes zones de sylvicultures intensives qui ne seraient pas soumises aux critères d'aménagement durable des forêts», d'autant plus que le Forestier en chef voit sa mission recentrée sur l'aménagement durable et non plus uniquement sur le calcul de la «possibilité forestière» qui détermine les volumes annuels de coupe.

Mais pour les industriels, voilà une réforme «qui donne à la ministre et à ses fonctionnaires le pouvoir de prendre toutes les décisions sur le plan opérationnel, l'industrie perdant ainsi tout contrôle de ses coûts».

«L'industrie devra analyser sérieusement l'intérêt de demeurer en forêt», a menacé le Conseil de l'industrie forestière dans son communiqué officiel.

Ce dernier ajoute qu'on lui impose des surcoûts contraires aux lois du marché en obligeant ses membres à acheter en priorité les 20 % du bois disponible au Québec dans les fermes forestières avant de pouvoir s'approvisionner aux forêts publiques. Pour l'industrie, le Québec va demeurer dans le peloton des provinces dont le bois est le plus cher.

Greenpeace, qui voit d'un «bon œil» le retour à l'aménagement écosystémique, se dit toutefois «outrée» de la décision de Québec de ne se donner «aucun outil législatif pour conserver les dernières forêts intactes de la province dans le cadre de sa nouvelle loi sur l'occupation du territoire forestier».

Il ne reste que 10 % de forêts commerciales intactes et, selon Greenpeace, Québec se doit, au nom de ses engagements en matière de protection de la biodiversité, de protéger cet écosystème, le plus riche puits de carbone de la planète.

Le Devoir

EN BREF

Le cellulaire solaire

La société Samsung vient de lancer un téléphone cellulaire solaire. En une heure, il refait le plein d'électricité pour dix minutes de conservation grâce à ses cellules photovoltaïques et à son économiseur d'énergie. Afin qu'il soit moins énergivore, ses fonctionnalités ont été réduites, notamment en éliminant la fonction d'appareil photo. L'appareil, le Crest Solar E1107, apparaîtra sur le marché la semaine prochaine en Europe. On peut même le recharger en le laissant sur son bureau sous l'éclairage de la pièce ou de la lampe-lecture.

— *Le Devoir*



Aurez-vous
assez d'argent
à votre retraite?

Pensez-vous que vos épargnes et vos investissements seront suffisants pour assurer votre retraite?

Un conseiller en finances personnelles analysera votre situation financière, vos besoins et votre profil, vous aidera à préparer vos projets de retraite et à sécuriser et maximiser votre argent.

Consulter un des 32 356 conseillers en finances
personnelles membres de la Chambre,
c'est brillant!

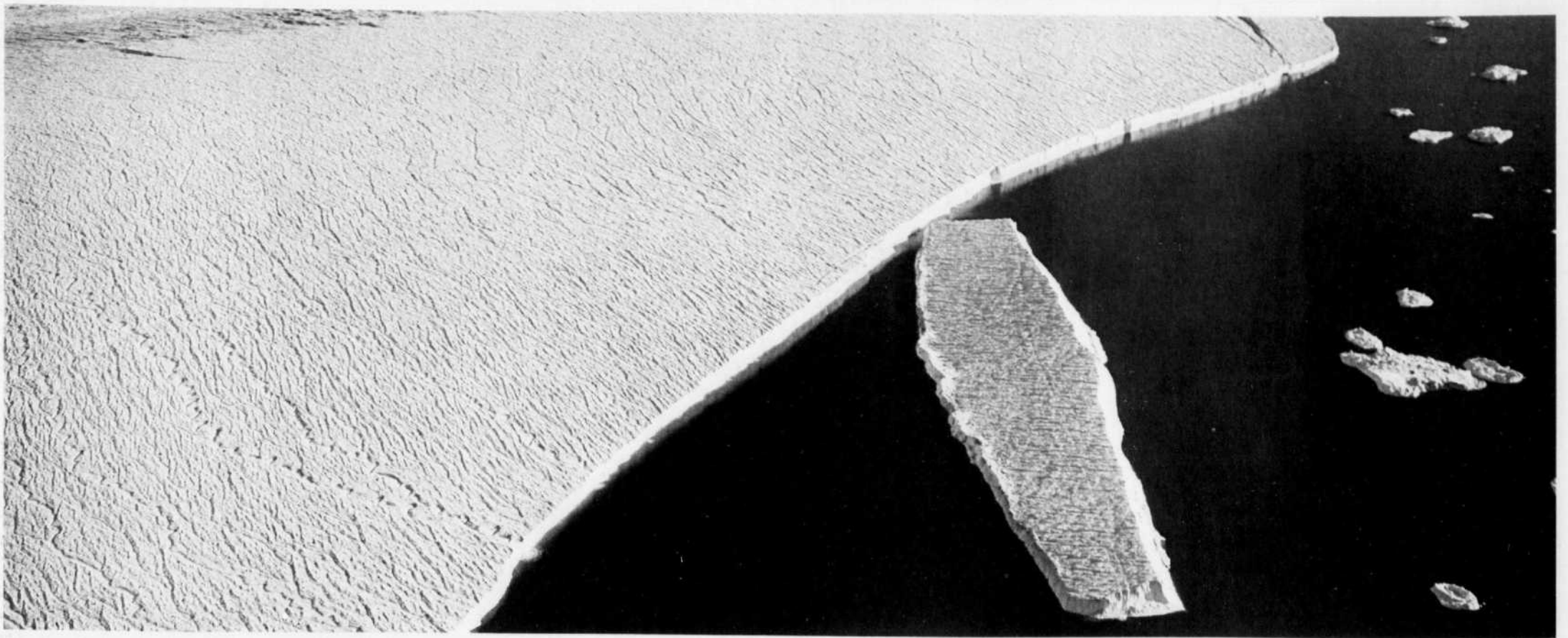
À la Chambre de la sécurité financière, nous veillons
à leur compétence, car c'est votre meilleure protection.

www.chambresf.com



CHAMBRE DE LA
SÉCURITÉ FINANCIÈRE

ACTUALITÉS



Le glacier Humboldt, dans l'Arctique, se défait en morceaux, conséquence du réchauffement du climat.

ARCHIVES REUTERS

Réduction des gaz à effet de serre

Québec à Copenhague: ce sera -25 %

Jean Charest profiterait lundi de la tribune du Centre des relations internationales de Montréal pour faire connaître son objectif

L'Assemblée nationale a consacré plusieurs jours à entendre des dizaines de groupes et d'organismes qui ont des visions différentes sur les objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES) que le Québec devrait se donner d'ici 2020. La décision devait être annoncée lundi par le premier ministre Jean Charest lors d'un dîner-conférence à Montréal.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, a levé le voile hier sur la position du Québec lors d'un débat extraordinaire à l'Assemblée nationale en déclarant qu'elle endossait «au niveau international» un objectif de réduction des GES de 25 % par rapport à 1990.

Par cette déclaration, la ministre Beauchamp a probablement dévoilé l'objectif du Québec, car il serait surprenant qu'elle puisse défendre que ce qui est bon pour la communauté inter-

naionale ne le soit pas pour le Québec.

Jusqu'à hier, les observateurs s'attendaient à ce que cet objectif soit dévoilé lundi par le premier ministre Jean Charest lors du déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

On sait que le premier ministre québécois fera partie de la délégation canadienne à la conférence de Copenhague pour y affirmer la position du Québec, qui tranche avec celle d'Ottawa. Le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, a cependant affirmé à plusieurs reprises que le «Canada parlerait d'une seule voix» à Copenhague, laissant entendre qu'il n'était pas question de céder au Québec le privilège d'exprimer sa dissidence devant l'assemblée plénière.

Le Québec voudrait faire reconnaître à Copenhague un rôle des États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques.

Durant les récentes audiences, la plupart des groupes écologistes ont suggéré à Québec d'adopter la fourchette inférieure de la proposition du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC-ONU), soit de stabiliser la hausse du climat par des réductions

d'émissions pouvant aller de -25 à -40 %.

C'est cet objectif auquel la ministre Beauchamp a fait référence hier, en évoquant une lettre signée conjointement par le groupe Équiterre et le Conseil patronal en environnement. Les deux organismes ont proposé dans cette déclaration de hausser la barre à -25 % à l'échelle de la planète.

La ministre Beauchamp a alors déclaré: «Nous endossons cette vision des choses, bien sûr.»

La ministre a cependant été incapable de démontrer que le Québec pourrait se dissocier de la position canadienne devant l'assemblée de l'ONU. Il pourra cependant s'en démarquer en dehors de la plénière, ce qui ne respecte pas les principes de la doctrine Gérin-Lajoie, selon la critique péquiste en matière d'affaires étrangères, Louise Beaudoin.

À Ottawa

Pendant ce temps, à Ottawa, le Bloc québécois a déposé hier une motion — appuyée par le NPD et le Parti libéral — qui demande au gouvernement de ne pas se présenter les mains vides à Copenhague.

Selon le texte qui sera débattu mardi, le Canada devrait proposer à Copenhague que les pays industrialisés acceptent une réduction de 25 % de leurs émissions de GES par rapport à 1990, et cela, d'ici 2020. On évoque aussi la nécessité de limiter la hausse des températures de la planète en deçà de deux degrés par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, et la nécessité d'appuyer les pays en développement «dans leurs efforts de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques».

«On lance le message à la communauté internationale que ce gouvernement-là ne fait pas l'unanimité», a indiqué le député bloquiste Bernard Bigras. Si la motion est symbolique, elle représente tout de même l'opinion d'une majorité de députés de la Chambre, a-t-il fait remarquer.

Le plan vert des conservateurs — qui n'est toujours pas fixé par un cadre réglementaire — prévoit une réduction de 20 % des GES d'ici 2020, mais par rapport à 2006, ce qui équivaut à un maigre -3 % par rapport à 1990, l'année de référence internationale.

Le Devoir

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie
DOWNES
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

«Spécialiste dans la restauration et la réparation de luminaires; chandeliers et lampes, antiques et modernes.»

Nous restaurons tout... sauf les coeurs brisés!

MONSIEUR
FIXIT

514 484-8332 4652, boul. Décarie, Montréal
www.themrfixit.com

JACQUES
LANGUIRAND
SAMEDI 20 H

Aujourd'hui
La fragilité est-elle une faiblesse ou une richesse?

Réalisation: Sylvie Lavoie

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE
Radio-Canada.ca/radio

ACTUALITÉS

Les malades chroniques boudent le vaccin

Les malades chroniques ont boudé les centres de vaccination cette semaine. Plus nombreux à souffrir de complications après avoir contracté la grippe A(H1N1), seulement 31 % d'entre eux se sont prévalus de leur immunisation, a déploré hier Alain Poirier, le directeur national de la santé publique du Québec.

Ce taux de vaccination pourrait s'expliquer par le fait que les personnes atteintes de maladies variées ne se sont pas reconquies dans cette catégorie à risque. Lors d'une conférence de presse, à Montréal, M. Poirier a invité les personnes souffrant de toute insuffisance, qu'elle soit respiratoire, cardiaque ou rénale, ainsi que les immunosupprimés, à se faire vacciner.

«Ceux qui ont des maladies chroniques sous-jacentes ne se sont pas tellement présentés, a-t-il dit. C'est le groupe avec la plus faible couverture vaccinale.»

Des 42 personnes décédées au Québec des suites de la grippe A(H1N1) depuis le début de la deuxième vague, la très grande majorité était atteinte de maladies chroniques sous-jacentes. Côté hospitalisation, 80 % d'entre elles surviennent chez ce groupe.

Par ailleurs, M. Poirier a indiqué que sept régions québécoises offrent actuellement la vaccination aux personnes de 65 ans et plus, soit Montréal, Laval, Québec, les Laurentides, Chaudière-Appalaches, l'Outaouais et la Côte-Nord. M. Poirier a rappé-

lé que la vaccination de ce groupe d'âge s'étendra graduellement aux autres régions, notamment en Montérégie dès samedi.

Le transport est prêt

Bien qu'elles soient prêtes à transporter les élèves vers les centres de vaccination de Montréal dès la semaine prochaine, les commissions scolaires de Montréal (CSDM) et Marguerite-Bourgeois invitent les parents à se rendre en famille se prévaloir de leur vaccin. «On incite les parents à amener les enfants se faire vacciner. C'est un excellent moment pour le faire cette fin de semaine. Il ne faut pas remettre l'entière responsabilité sur l'école», explique la directrice générale adjointe à la CSDM, Lucie Lalan-

de, en entrevue avec *Le Devoir*. À défaut de pouvoir y aller eux-mêmes, les parents doivent remplir un formulaire de consentement et le remettre «le plus rapidement possible».

Mutation en Norvège

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé vendredi qu'elle étudiait des échantillons de virus de la grippe A(H1N1) présentant une mutation. Ceux-ci ont été prélevés chez trois personnes en Norvège, dont deux sont mortes, la troisième étant gravement malade.

L'Institut de santé publique de Norvège a annoncé vendredi que la mutation «pourrait éventuellement [...] provoquer

une maladie plus grave» en infectant les tissus respiratoires plus en profondeur que d'habitude. La mutation a été découverte dans 3 cas de grippe A(H1N1) sur un total de 70 analysés, a précisé Geir Stene-Larsen, le directeur de l'Institut.

Par ailleurs, des analyses ont montré que les virus analysés dans de nombreux cas mortels dans le monde ne présentaient pas la mutation, souligne l'OMS. L'importance de la découverte de la mutation pour la santé publique reste donc «incertaine», explique l'organisation basée à Genève.

Le Devoir
Avec Associated Press
et La Presse canadienne

EN BREF

Hommage à Josée Boileau

La rédactrice en chef du *Devoir*, Josée Boileau, a été honorée par l'Association des diplômés de l'Université de Montréal (ADUM), à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth. L'association, qui célèbre cette année ses 75 ans, rendait hommage à huit diplômés issus de la promotion 1984 afin de fêter la 25^e année de cette cuvée. L'ADUM compte plus de 250 000 membres. Elle est le plus important regroupement de diplômés universitaires francophones en Amérique. Mme Boileau a été diplômée de la faculté de droit. Dans son discours, le président de l'association, M. Louis Bernatchez, a souligné que Mme Boileau est une journaliste respectée dans l'ensemble de sa profession et que son organisation désirait souligner le rôle important qu'elle joue dans «le traitement d'une information juste et raisonnable». — *Le Devoir*

Le mot de l'année

SPRINGFIELD, Mass. — Le verbe anglais «to admonish» (admonester) a été choisi «mot de l'année» par l'éditeur de dictionnaires Merriam-Webster, un choix basé sur la fréquence des recherches dans le dictionnaire en ligne. Le mot, qui remonte au XIV^e siècle, a connu un regain de popularité quand le Congrès américain a «admonesté» le représentant Joe Wilson pour avoir publiquement traité le président Barack Obama de menteur lors de son discours au Congrès. L'éditeur du dictionnaire Merriam-Webster, Peter Sokolowski, a expliqué que ce mot s'est retrouvé à «l'intersection de l'actualité et du vocabulaire». Les autres mots en lice étaient «inaugurate», «pandemic», «furlough» et «rogue» — ce dernier faisant référence à la candidate républicaine à la vice-présidence, Sarah Palin, et le seul qui se trouvait déjà dans la liste de 2008. — *Associated Press*

Le monde est beau



Québec solidaire discute de souveraineté et de laïcité

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Souveraineté et laïcité animent les discussions en fin de semaine du côté de Québec solidaire, qui espère sortir de son 5^e congrès avec une partie de son premier programme politique en poche.

Après une tournée d'un an des membres, la présidente et porte-parole du parti, Françoise David, espère que Québec solidaire en arrivera à une proposition d'orientation claire sur la question nationale, à savoir s'il préconise la souveraineté, l'indépendance, l'un ou l'autre ou ni l'un ni l'autre, «pour le moment». «Nous allons débattre de la façon de nommer notre projet de pays. C'est clair que nous sommes souverainistes, mais on va où? Ce qui est sûr, c'est qu'on ne finira pas la fin de semaine fédéralistes», a expliqué Françoise David lors d'un point de presse.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Françoise David

Bien qu'elle avoue ne pas avoir eu le temps de lire le dernier livre de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, comme lui elle souhaite que son parti renouvelle le discours souverainiste. «De la part d'un monsieur d'un certain âge, j'ai trouvé ça intéressant de l'entendre dire aux souverainistes qu'il faut revoir le discours.»

Les membres réunis à Laval aborderont aussi la question d'une éventuelle charte de la laïcité, sur laquelle Françoise

David souhaite «qu'on mette de l'eau dans notre vin et qu'on prenne le chemin le plus rassembleur». Surtout, elle préconise une séparation des questions de l'immigration et de la laïcité.

La réforme des institutions démocratiques figure également au programme. Les questions économiques et environnementales seront débattues lors d'un congrès ultérieur. Françoise David souhaite avoir un programme politique complet à présenter dans «quatre ou cinq ans», a-t-elle dit sur les ondes de RDI.

«Il n'y a jamais eu de congrès plus ouvert et plus participatif», estime Françoise David. Québec solidaire attend 300 personnes sur place et diffusera plusieurs débats en direct sur le Web, que ce soit sur son site, sur Twitter, Facebook ou des blogs des membres du parti.

Le Devoir

PUERTO PLATA

1049 \$

ALLEGRO PUERTO PLATA ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE
7 ET 14 JANVIER

CAYO COCO

1099 \$

MELIA CAYO GUILLERMO ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE
8 ET 15 JANVIER

Cuba • Sol Meliá CUBA

ANTILLES - ÎLES DU VENT

1389 \$

COSTA MEDITERRANEA FORFAIT VOL ET CROISIÈRE
7 NUITS, DÉPART DE LA ROMANA
CABINE INT. CATÉGORIE I3
11, 18 ET 25 JANVIER

Costa

RIVIERA MAYA

1459 \$

GRAND SIRENIS MAYAN BEACH ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE JUNIOR
9 ET 16 JANVIER

México gol

JAMAÏQUE

1469 \$

GRAN BAHIA PRINCIPE JAMAICA ROYAL GOLDEN ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
STE JUNIOR ROYAL GOLDEN VUE MER
10 ET 17 JANVIER

JAMAÏQUE

ST. MAARTEN

1499 \$

SONESTA MAHO BEACH RESORT & CASINO ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE
17 ET 24 JANVIER

St. Maarten

VACANCES
transat

Voyage VASCO

1 888 628-2726

www.voyagevasco.com • www.macrosiere.ca

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double, incluant les taxes et rabais applicables. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 21 au 23 novembre 2009, sous réserve de disponibilité. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Sud 2009-2010 de Vacances Transat. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat ou CanJet. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 25121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Lévesque, bureau 500 Montréal (Québec) H2X 4C2.

Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

Les Soirées Relations

La justice sociale au cœur de nos débats

Le sport professionnel comme métaphore du capitalisme

Avec ses milliards de téléspectateurs, son importance dans le commerce mondial, ses complexités politico-financières et son pouvoir hégémonique sur les corps, le sport professionnel demeure souvent présenté comme un jeu. Quel lien entretient-il avec la culture populaire? Comment comprendre le rapport du sport professionnel à l'identité collective? Quelles tensions sociales le sport professionnel permet-il de domestiquer et de contrôler dans la phase actuelle du capitalisme?

Avec : • **Alain Deneault**, chercheur postdoctoral au Département de sociologie de l'UQAM;
• **Mark Fortier**, membre de l'équipe éditoriale de Lux éditeur;
• **Audrey Laurin-Lamothe**, doctorante au Département de sociologie de l'UQAM.

À MONTRÉAL

Le lundi 23 novembre 2009, de 19 h à 21 h 30
Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest
(Métro Jarry ou De Castelnau)

Contribution suggérée : 5 \$

Renseignements : www.cjf.qc.ca/soirees_relations
Mouloud Idir : 514-387-2541, poste 241 / midir@cjf.qc.ca

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi

Événements commémoratifs du 20^e anniversaire de la tuerie de l'École PolytechniqueColloque international
4, 5 et 6 décembre 2009

Université du Québec à Montréal, pavillon Judith-Jasmin, salle Marie-Gérin-Lajoie, J-M400 (métro Berri-UQAM)

La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard :
les violences masculines contre les femmes et les féministes

UQAM

- Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
- Service aux collectivités
- Département de science politique

En partenariat avec :

- Fédération des femmes du Québec
- Galerie de l'UQAM
- Muséographe
- Université Laval, Département d'information et de communication
- Centre de musique canadienne au Québec
- Maestra

Inscription et horaire
www.iref.uqam.ca

Parmi les événements, le concert BLEU SILENCE avec Sylvie Tremblay, Pol Pelletier et le Duo Lambert-Chan, et l'exposition d'art des Guerrilla Girls de New York

ACTUALITÉS

COMMANDITES

Deux ans de prison au publicitaire Gilles-André Gosselin

FANNIE OLIVIER

Ottawa — Un acteur clé du scandale des commandites, le publicitaire Gilles-André Gosselin, a écopé vendredi d'une peine de prison de deux ans plus un jour pour des fraudes s'élevant à un total de 655 276 \$.

L'ancien président, actionnaire et administrateur de Gosselin et associés, Communications stratégiques, est apparu en cour à Ottawa abattu, les yeux rougis. Il a plaidé coupable, évitant ainsi un procès qui aurait duré des semaines, voire très probablement des mois.

«Je m'excuse et puis je suis désolé», a-t-il dit en sanglotant, après avoir entendu la juge Lise Maisonneuve prononcer sa sentence.

M. Gosselin, qui avait déjà à ses côtés deux petites valises, prendra ainsi le chemin d'un pénitencier fédéral pour des fraudes commises entre avril 1997 et février 2000.

À l'époque, il émettait directement à ses employés la directive de facturer au gouvernement fédéral le montant maximal possible, et ce, peu importe le nombre d'heures réellement travaillées.

Pour la seule année 1997, il avait facturé 3673 heures de travail au gouvernement, ce qui représente plus de 10 heures par jour pendant les 365 jours de l'année.

M. Gosselin avait d'ailleurs été interrogé à ce sujet lors de la commission d'enquête présidée par le juge John Gomery, en 2004-05, qui a permis de faire la lumière sur les fraudes entourant le programme de commandites du gouvernement libéral d'alors.

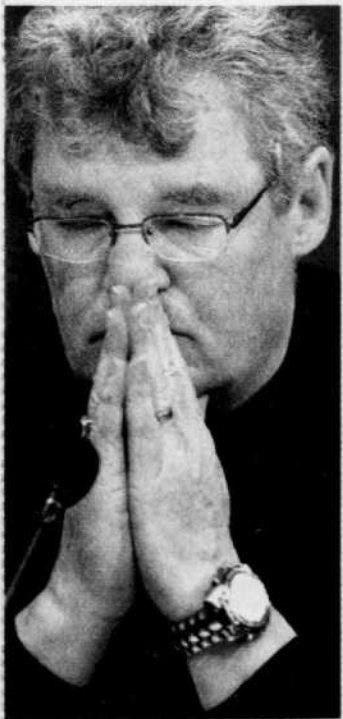
C'est entre autres cette collaboration à la commission Gomery qui lui a permis d'écopier d'une peine moins sévère que d'autres responsables du programme des commandites.

Car la peine de deux ans et un jour imposée par le tribunal était une position partagée tant par la défense que par la Couronne.

Plusieurs circonstances atténuantes ont été prises en considération pour en venir à cette entente, dont sa collaboration avec le juge Gomery ainsi qu'avec les enquêteurs de la Sûreté du Québec. La réponse positive à l'accusation de M. Gosselin, ainsi que son absence d'antécédents judiciaires, ont également joué en sa faveur.

Son avocat, Michel Isabelle, a d'autre part souligné que son client n'avait plus d'emploi rémunérateur depuis 2002 et avait été déclaré officiellement inapte au travail depuis 2006, conséquence d'une dépression majeure pour laquelle il était toujours suivi par un médecin.

La Presse canadienne



ARCHIVES REUTERS

Le publicitaire Gilles-André Gosselin a écopé d'une peine de deux ans de prison, une suggestion commune de la défense et de la poursuite.

INCENDIE SPECTACULAIRE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

UN GRAVE incendie a endommagé un édifice de 96 logements en construction à l'angle de l'avenue De Châteaubriand et du boulevard Rosemont, au milieu de la nuit dernière. Les flammes se sont rapidement propagées, causant plusieurs légères explosions, sous les yeux ébahis des résidents des immeubles voisins. C'est sur le site des Ateliers municipaux de Rosemont qu'a eu lieu l'incendie. Le site regroupe un projet résidentiel privé, Quartier 54, et deux projets d'habitations «vertes», Un toit pour tous et Côteau-vert. C'est ce dernier endroit qui a été touché par l'incendie, qui aura mobilisé 125 pompiers et dont la cause est inconnue. Une trentaine de futurs logements ont été endommagés.

SAMEDI ET DIMANCHE
21 ET 22 NOVEMBRE

OBTENEZ
15%

DE VOTRE ACHAT DE
100 \$ ET PLUS
EN CARTE-CADEAU



18+

La consommation
a son meilleur goût.PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS

Titulaires de permis, agences de la SAO, comptoirs Vin en vrac, SAO Dépôt et SAO.COM exclus. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale les samedi et dimanche 21 et 22 novembre 2009 seulement, à l'exception des cartes-cadeaux SAO, des bons-cadeaux «Les Connaisseurs», des cartes de dégustation et des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées. Les cartes-cadeaux remises dans le cadre de cette promotion sont échangeables uniquement à compter du 7 décembre 2009. 18 ans et plus. Quantités limitées. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée.

LES CLASSES DE LA TECHNOLOGIE

Le salut des écoles de rang par Internet

Un projet permet aux élèves des villages de briser l'isolement grâce à la Toile

ISABELLE PORTER
AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Les frontières de la classe. Les outils peuvent avoir des avantages parfois insoupçonnés. «On conseille souvent aux enseignants de confier aux plus malcommodes des responsabilités technologiques», relève Thérèse Laferrrière, de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, chercheuse associée au projet depuis le début. Le soutien aux professeurs, souligne-t-elle, est fondamental. «Il y a toujours quelque chose de disponible en ligne pour répondre aux questions pédagogiques et techniques des enseignants.» D'emblée, la vidéoconférence a permis dans certains cas à des orthopédagogues d'intervenir virtuellement dans certaines classes.

Testé pour la première fois en 2002, le projet Écoles éloignées en réseau touche plus de 2500 élèves, 200 professeurs et 22 commissions scolaires.

De la Beauce au Bas-Saint-Laurent, les écoles de moins de cinquante élèves se retrouvent souvent avec des classes où se côtoient des élèves de trois, voire quatre niveaux différents. Piloté par le CEFRIO, le projet EER a permis de briser leur isolement.

«Je me rappelle notamment le cas d'un enfant qui était le seul garçon de deuxième année de sa classe. Le programme lui a permis de côtoyer des garçons de son niveau», raconte Josée Beaudoin. On intervient dans les petits milieux où il y a peu d'enseignants, moins d'élèves, moins d'interactions, et où les professeurs sont souvent isolés. Le programme permet d'enrichir leur environnement éducatif.

Cela prend la forme de deux outils qui peuvent être utilisés dans toutes les matières au programme: un forum électronique dans lequel les enfants travaillent ensemble pour résoudre des problèmes par écrit et une vidéoconférence qui permet, en quelque sorte, «d'ouvrir



Les outils virtuels peuvent avoir des avantages parfois insoupçonnés sur le comportement des élèves.

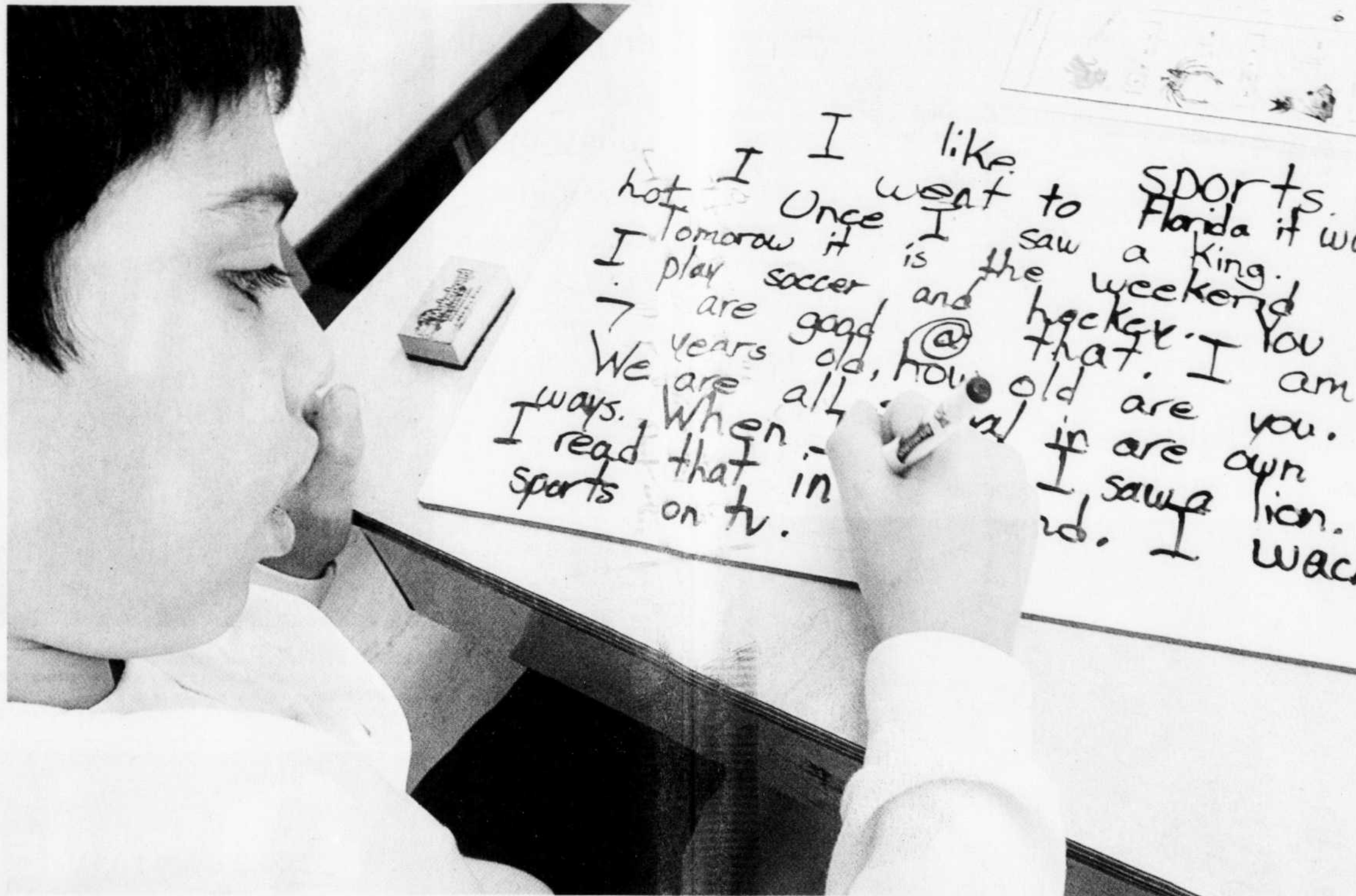
IDÉES-CADEAUX

Formidables Forfaits des Fêtes.

Chèques-cadeaux à offrir à ceux qu'on aime...

1-800-387-4431 www.lapinsonniere.com

D'après une enquête de la Commission scolaire des Eastern Townships réalisée en 2008, 83 % des élèves, 72 % des enseignants et 79 % des parents sont pour le maintien des ordinateurs portables à l'école



Pendant que les écoles résistent à l'arrivée des nouvelles technologies, la question ne se pose même pas pour Michael, pour qui le @ mérite autant sa place dans l'alphabet que les autres lettres. L'élève de deuxième année fréquente une école publique anglophone qui accorde une place prépondérante aux technologies dans l'apprentissage.

Facebook: Le professeur aime. L'école n'aime pas.

Au primaire comme au secondaire, un nombre grandissant d'enseignants cherchent à exploiter le potentiel des réseaux sociaux

ISABELLE PORTER
AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Québec — Convaincus du potentiel éducatif du Web, des professeurs recourent aujourd'hui à Facebook et aux blogs pour animer leurs cours. Or le milieu de l'enseignement, qui accuse un retard de plusieurs années sur des pays comme la Grande-Bretagne, résiste encore à l'arrivée des nouvelles technologies. Quant aux élèves, ils sont déjà passés à autre chose.

Professeur d'histoire dans une école secondaire de Laval, Jean Desjardins a organisé cet automne un débat entre lucides et solidaires. Rien de révolutionnaire si ce n'est que les échanges se sont déroulés... sur Facebook.

«Il y a quand même eu 192 interventions. C'est une belle réussite. On est encore en gestation, mais j'espère que l'expérience sera encore plus féconde dans quelques mois.»

Le jeune professeur souhaite notamment que les parents se joignent à l'aventure et participent aux échanges. Le groupe qu'il a créé sur Facebook est séparé de son compte personnel. Il a notamment choisi cet outil, dit-il, par «sensibilité pour la protection de l'identité numérique» de ses élèves. «Je ne voudrais pas que n'importe qui puisse aller consulter la liste des



jeunes qui sont dans le cours.» Jean Desjardins n'est pas le seul. Au primaire comme au secondaire, un nombre grandissant d'enseignants cherchent à exploiter le potentiel des réseaux sociaux. «Les profs en ont assez qu'on fasse semblant que les médias sociaux n'existent pas», lance Mario Asselin, un ancien directeur d'école de-

nu expert en nouvelles technologies en éducation. Ils en ont assez, et nombre d'entre eux le crient haut et fort... sur leur blogue. Le modèle chinois? Exaspéré par les réticences du milieu, M. Asselin affirme que, pour «40 % des professeurs, il n'y a tout simplement rien à faire». Près de la moitié des élèves

Tels des adolescents révoltés, certains enseignants dénoncent sur le Web les blocages de certains sites opérés par les directions d'école

estime «peut-être à tort» que la majorité de leurs professeurs n'ont pas les compétences pour les aider à faire un bon usage des technologies. Par exemple, est-ce qu'on peut se fier à YouTube? La question se pose. «C'est leur première source», dit Mario Asselin. Il reproche surtout aux commissions scolaires d'imposer des

filtres et de bloquer l'accès à de nombreux sites Internet dans les écoles. «Prenez l'exemple du A(H1N1). En ce moment, on vaccine la population. Eh bien, en informatique, on ne vaccine pas, on préfère faire comme si les maladies n'existaient pas.» Il estime que les écoles sanctionnent plusieurs jeunes habiles en informatique. «Quand leurs sites préférés sont bloqués, ils contournent l'interdit en créant leur propre proxy. Comme les Chinois contournent leur gouvernement.»

Tels des adolescents révoltés, certains enseignants dénoncent sur le Web — parfois de façon anonyme — les blocages opérés par les directions d'école. Alors que nous faisons notre recherche, beaucoup réagissent à l'histoire d'un professeur blâmé par la direction de son école parce qu'il avait apporté son ordinateur personnel en classe. «J'ai trouvé ça tellement ridicule!», lance Sylvain Bérubé. Professeur de français à l'école secondaire Rochebelle de Québec, il se trouve chanceux. La direction de son école ne lui a pas mis de bâtons dans les roues lorsqu'il a créé un outil Web pour sa classe. N'empêche, il a déjà eu maille à partir avec les filtres de son école quand l'accès à YouTube a été bloqué. Il avait justement eu recours au site dans le cadre d'un devoir. Ses élèves devaient réagir à un reportage mis en ligne à cet endroit.

Prévention ou innovation? À la Fédération des commissions scolaires du Québec, on reconnaît que celles-ci bloquent beaucoup de sites. Elles n'ont pas le choix, dit la présidente Josée Bouchard. «Si on ne le faisait pas, ce ne serait pas long que les parents nous le reprocheraient.» «Cela dit, si l'enseignant est capable de faire la preuve que ce n'est pas à risque pour nos jeunes, ça peut s'arranger avec la direction de l'école.»

Malheureusement, constate la chercheuse en éducation à l'Université Laval Thérèse Laferrrière, les «blocages systémiques existent». «C'est souvent la hiérarchie qui bloque les professeurs qui veulent innover.» Et quand un leader prend les devants, les habitudes changent peu à peu autour de lui.

C'est le cas à la Commission scolaire des Eastern Townships (CSET), en Estrie. En 2003, le directeur Ronald Canuel a entrepris de doter tous ses élèves d'un portable, de la troisième année du primaire à la fin du secondaire (5000 appareils moyennant un emprunt de 12,5 millions de dollars). D'après une enquête maison réalisée en 2008, 83 % des élèves, 72 % des enseignants et 79 % des parents sont pour le maintien des ordinateurs por-

tables à l'école. M. Canuel croit par ailleurs que cela explique la baisse du nombre de décrocheurs. «Nous sommes passés d'un taux de décrochage de 41,6 % en 2004-05 à 35,5 % en 2006-07. Cela signifie que 24 nouveaux jeunes ont maintenant un diplôme et un avenir meilleur devant eux», dit-il. Ces deux dernières années, le taux a continué à baisser, de 24 % à 20 %.

La CSET affirme en outre qu'elle ne bloque «aucun» site Web dans ses écoles... «parce que ça ne donne rien. Les élèves ne considèrent les filtres que comme une difficulté supplémentaire à vaincre», affirme M. Canuel, qui souligne par ailleurs la nécessité «d'enseigner aux élèves de manière à ce qu'ils fassent des choix informés quant aux contenus sur Internet». Le ministère de l'Éducation

dit faire son bout de chemin. À la demande des commissions scolaires, plus de 120 millions ont été investis depuis 2006 pour renouveler le parc informatique. Mario Asselin, qui a agi comme consultant du ministère dans ce projet, abonde dans ce sens. Les nouvelles technologies, dit-il, forcent les professeurs à complètement changer leur vision de l'enseignement. «L'accès au savoir n'est plus le même. Le système d'éducation conçoit encore l'information comme quelque chose qui passe d'abord par la tête du professeur et rejoint l'élève. Ça ne marche plus comme ça. Les jeunes sont dans l'abondance et ce dont ils ont besoin, ce sont des clés de lecture.»

Le ministère de l'Éducation

Au-delà de la formule magique

Ce n'est pas un tour de magie, mais des enfants apprennent à lire avec l'aide de la célèbre formule «Abracadabra». De Laval à Hong Kong en passant par l'Australie, des petits du monde entier utilisent ce logiciel — gratuit — développé et testé par deux experts des universités Concordia et McGill. Mais pas l'école primaire du coin: le logiciel existe en anglais seulement.

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Dans la classe d'Irene, à l'école de la Hillcrest Academy à Laval, on comprend pourquoi les experts de Concordia ont travaillé 11 ans à élaborer le logiciel Abracadabra: les enfants de deuxième année l'aiment autant que leur enseignante. Pourtant, la classe de deuxième année s'exerce avec les blend letters. Ah oui, voilà: pour voir les jeunes en action sur «Abra», comme ses concepteurs l'appellent affectueusement, il faut se rendre dans une école publique anglophone de Laval.

Irene présente l'activité du jour sur un tableau blanc interactif. Les enfants développent presque une tendinite à force de lever la main pour répondre à une question d'orthographe. Irene, championne du multitâche mouture réforme, distribue les enfants entre les quatre stations de la classe. Deux sont équipées d'ordinateurs portables.

Abra a même été conçu en tenant compte des retardés technologiques des écoles. Le logiciel d'apprentissage de la lecture roule sur Windows 95 avec une connexion Internet minimale. «C'est le seul logiciel dont les études ont démontré qu'il augmente la capacité de lecture», dit Catherine Lebel, directrice design et développement du Centre d'étude sur l'apprentissage et la performance, à l'origine du projet.

Dans un univers proche du jeu vidéo, les enfants naviguent entre la bibliothèque virtuelle et la banque d'activités de lecture destinée aux première et deuxième années. «Regarde, dit un premier à son voisin: appuie sur «speedy», c'est vraiment cool, j'ai lu en deux secondes.» Il s'exécute devant moi pour prouver que la prononciation des mots avec des blend letters ne l'effraie pas. Son voisin répond à peine à mes questions, trop captivé... par sa lecture.

«Ça fait vraiment une différence», confie Irene entre deux tournées de petites mains levées. Tu as vu comme ils écoutent? Entre un livre et un livre sur Abra, c'est juste le média qui change.» Une élève bloque devant un mot long, inconnu. Elle clique sur l'oiseau, qui prononce les syllabes. «L'ordi fait ce que j'aurais fait», dit Irene, surtout quand ils l'utilisent à la maison. Gratuit, Abra est aussi un portail sur le Web accessible à chaque enfant et à ses parents.

«La compétence en littérature, c'est la clé de la réussite à l'école et dans la vie en général. Tu ne peux pas réussir si tu ne peux pas lire, même en maths», soutient le professeur Phil Abramson. Son équipe et lui ont élaboré un programme basé sur des dizaines d'années de recherche sur l'apprentissage et la littérature, mais qui respecte aussi l'esprit de la réforme. Huit étendues scientifiques ont été menées pour évaluer Abra et le raffiner. Les gains en lecture des en-

fants sont de 10 à 20 %, et les plus faibles sont les plus avantageux. «O. K. les enfants, c'est l'heure de changer de place!» Petit brouhaha, on range les écouteurs dans leur sac ziploc. Le plus gros problème avec la technologie dans cette classe... ce sont les fils des écouteurs qui s'emmêlent. Petite réserve: Irene a besoin de deux bénévoles lorsqu'une fois par semaine elle organise un avant-midi Abra.

«Ça va super bien avec les non-lecteurs et ceux qui ont des difficultés d'apprentissage. Tu vois celui-là? Il ne savait pas lire au début de l'année. Il s'améliore beaucoup.» On enregistre les progrès de chaque élève, un peu comme sur la console Wii.

«Il n'y a pas un prof qui peut élaborer ça sur le coin d'une table», dit Monique Brodeur. La doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM souhaite commencer l'adaptation française en janvier pour qu'Abra effectue une première rentrée scolaire dans deux ans et demi.

Le million de dollars nécessaire n'est pas encore entièrement trouvé, mais, impatientes, les commissions scolaires sont prêtes à investir, comme la CSDM. «Le processus de financement a été plus lent qu'on l'espérait», dit Phil Abramson. «La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a confirmé son intérêt pour le projet, dit son attaché de presse Tamara Davis. Les enfants préfèrent-ils les livres sur Abra ou sur papier? «Les maïs», de répondre une petite blondinette. Pourquoi? «Parce que... on n'a pas besoin de cliquer...»



Des chercheurs montréalais ont mis au point un logiciel qui améliore de 10 à 20% les performances en lecture des élèves de deuxième année. Utilisée à travers le monde, la version anglaise devrait être adaptée dans la langue de Molière d'ici deux à trois ans.

PROMOTION

Place au confort

www.toutpourledos.com 1-800-268-1582

PRIMEUR

DEMAIN 21 h

CONTINENTAL

UN FILM SANS FUSIL

COMÉDIE DRAMATIQUE DE STÉPHANE LAFLEUR
 AVEC GILBERT SICOTTE, FANNY MALLETTE,
 RÉAL BOSSE ET MARIE-GINETTE GUAY

telequebec.tv

Télé-Québec

Gagnant de 4 prix Jutra

ACTUALITÉS

Le français perd du terrain... à la garderie

JOCELYNE RICHER

Québec — À Montréal, dans les services de garde, les tout-petits apprennent vite que le français est une langue parmi d'autres au Québec.

Des données inédites obtenues vendredi par la Presse canadienne indiquent que, dans la métropole, la langue officielle du Québec est en concurrence avec l'anglais dans 57 % des garderies privées et 24 % des Centres de la petite enfance (CPE).

Pour ce qui est des services de garde en milieu familial montréalais, un établissement sur deux offre aux enfants un environnement où se côtoient trois langues, dont le français et l'anglais.

La langue française ne règne en exclusivité que dans 40 % des garderies privées et dans 25 % des garderies en milieu familial.

L'ilinguisme a davantage la cote dans les CPE, où dans deux établissements sur trois (68 %), on ne s'exprime que dans la langue de Michel Tremblay.

Ces données, publiées en 2008 par le ministère de la Famille, dressent un portrait détaillé de la langue d'usage dans les services de garde de tout le Québec, à partir d'un questionnaire rempli par les responsables de 1296 CPE, 597 garderies privées et 160 garderies en milieu familial.

Si on compare ces données à celles de 2003, la dernière fois où de telles informations ont été colligées, on observe que le français perd du terrain à Montréal.

Par ailleurs, comme on pouvait s'y attendre, dans la plupart des autres régions, en 2008, le français dominait largement, sinon exclusivement, comme langue d'apprentissage des tout-petits.

Mais dans la ville du maire Gerald Tremblay, où cohabitent francophones, anglophones, communautés culturelles et nouveaux arrivants de tous les coins de la planète, le portrait est bien différent.

Ainsi, on apprend notamment que les marmots n'entendent pas un mot de français de la journée dans 5 % des 323 CPE montréalais, où on ne

parle qu'en anglais, et dans 1,5 % des 265 garderies privées.

À part le français et l'anglais, plusieurs autres langues peuvent être entendues et parlées dans les services de garde montréalais, CPE et garderies.

L'italien vient au premier rang (10 établissements), suivi par l'espagnol (9), l'hébreu (7), le russe, l'arabe, le grec, le chinois, le polonais, le roumain et le yiddish.

Au total, pour l'ensemble du Québec, on compte 40 % de garderies privées — environ 240 — et 10 % de CPE — quelque 130 — qui s'affichent bilingues ou polyglottes.

Sur tout le territoire, l'usage exclusif du français est le cas pour 85 % des CPE, 59 % des garderies et 64 % des garderies en milieu familial.

Il est difficile de mesurer les changements qui ont pu survenir ces dernières années et voir comment la situation a pu évoluer quant à la langue d'usage dans les services de garde, car il existe peu de points de référence.

Le seul point de comparaison date de 2002-03, mais les tableaux qu'on y trouve ne comptent pas exactement les mêmes données que 2008-09 puisque les questions ne sont pas toujours les mêmes.

Pendant, vérification faite auprès du bureau des sous-ministres de la Famille, en effectuant des recoupements entre les différents tableaux, on peut affirmer que la place du français a eu tendance à se dégrader d'environ 1 % dans les CPE au cours des cinq dernières années à Montréal.

En 2002-03, on indiquait par exemple que l'anglais était présent dans 67 % des garderies et dans 36 % des CPE, mais sans dire dans quelle proportion il s'agissait d'établissements unilingues ou bilingues.

Les services de garde n'ont aucune balise à respecter sur le plan linguistique. Pour les parents, le libre-choix prévaut.

La Presse canadienne

Nouvel espoir pour les enfants trisomiques

Augmenter les niveaux de norépinéphrine dans le cerveau pourrait accroître la mémoire spatiale

PAULINE GRAVEL

En mettant en lumière les causes biologiques des déficits cognitifs que présentent les personnes atteintes du syndrome de Down, des chercheurs californiens ont du même coup découvert la molécule qui permet de corriger ces déficits. Cette percée pourrait éventuellement aider ces personnes à devenir plus autonomes et à mener une vie indépendante.

Pour comprendre comment le cerveau se dérègle chez les personnes atteintes du syndrome de Down, le Dr Ahmad Salehi et ses collègues de la Stanford University School of Medicine et du Lucile Packard Children's Hospital ont mené leurs expériences sur des lignées de souris modifiées génétiquement de sorte qu'elles portent dans leur génome une copie supplémentaire du chromosome 21, principale caractéristique du syndrome de Down, aussi appelé trisomie 21. Cette copie supplémentaire du chromosome 21 altère le développement du cerveau et entraîne de ce fait des problèmes de mémoire et des difficultés d'apprentissage plus ou moins sévères. Plus particulièrement, les enfants trisomiques mémorisent plus difficilement les informations spatiales et contextuelles, une fonction qui est assurée par l'hippocampe. Du coup, ces personnes éprouvent des difficultés à se diriger dans des environnements complexes, tels qu'un nouveau quartier ou un grand centre commercial.

Lorsque les chercheurs ont examiné le cerveau des souris atteintes du syndrome de Down, ils ont observé qu'une petite structure, appelée *locus coeruleus*, avait presque disparu. Or, le *locus coeruleus* contient des neurones, dont les axones — principal prolongement de la cellule nerveuse — rejoignent l'hippocampe où ils libèrent un messager chimique (ou neurotransmetteur), appelé norépinéphrine.

Les chercheurs en ont ainsi déduit que la dégénérescence des neurones du *locus coeruleus*, qui engendrait une réduction de l'apport en norépinéphrine à l'hippocampe, était probablement à l'origine des problèmes de mémoire et d'apprentissage que présentent les personnes trisomiques. Pour confirmer cette hypothèse, ils ont administré aux animaux des médicaments qui élèvent les niveaux de norépinéphrine dans le cerveau. Ils ont alors eu la grande



Des études cliniques devront être réalisées pour confirmer l'hypothèse selon laquelle une médication permettant d'augmenter les niveaux de norépinéphrine contribuerait à rendre plus autonomes les enfants atteints du syndrome de Down.

surprise de voir qu'à peine quelques heures après l'absorption du médicament, les souris trisomiques réussissaient aussi bien que les normales les tâches mettant à l'épreuve leur mémoire spatiale et contextuelle, ainsi que leurs capacités d'apprentissage.

Dans l'article relatant cette excitante découverte et qui est publiée dans *Science Translational Medicine*, le Dr Salehi et ses collègues soulignent

le fait qu'il existe déjà quelques médicaments qui accroissent les niveaux de norépinéphrine sur le marché, et que d'autres font actuellement l'objet d'essais cliniques. Ces médicaments sont pour le moment destinés au traitement de la dépression, du déficit de l'attention avec hyperactivité et de l'hypotension.

Le Dr Salehi espère que grâce aux résultats spectaculaires qu'il a obtenus, il sera possible

d'éprouver ces molécules chez des personnes atteintes du syndrome de Down dans le cadre d'études cliniques. En les administrant tôt dans la vie des enfants trisomiques, ces médicaments pourraient peut-être leur assurer un meilleur développement cognitif et leur permettre de mener une vie plus autonome.

Le Devoir

EN BREF

Lise Bissonnette honorée

L'écrivaine et ancienne directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Lise Bissonnette, a reçu hier, lors d'une cérémonie tenue dans le cadre du Salon du livre de Montréal, le prix Fleury-Mesplet, qui honore chaque année une personne ou un organisme qui contribue au progrès de l'édition québécoise, à laquelle a assisté *Le Devoir*. Mme Bissonnette a été très présente sur la scène culturelle québécoise. Après avoir quitté *Le Devoir*, où elle a été d'abord journaliste et par la suite directrice, elle a été nommée à la barre de la Grande Bibliothèque du Québec, fusionnée avec la Bibliothèque nationale du Québec. En 2006, elle a aussi dirigé la réunion de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales du Québec. Outre le prix Fleury-Mesplet, le monde du livre remet annuellement deux autres prestigieuses distinctions: les prix Marcel-Couture et le Prix du grand public Salon du livre de Montréal-La Presse. — *Le Devoir*

Les injures valent 183 000 \$

La Cour d'appel a revu à la baisse les montants que devront payer l'animateur de radio Jeff Filion et le propriétaire de Genex, Patrice Demers, pour avoir porté atteinte à la réputation de l'ADISQ et de ses administrateurs. Filion avait affirmé sur les ondes de CHOI, en 2001, qu'il aimait mieux traiter avec les Hells Angels qu'avec l'ADISQ. Il avait qualifié l'organisme de «mafia musicale» et de «belle gang d'enfants de chienne». Il avait aussi traité les administratrices de «maudite vache», de «maudite folle» et autres qualificatifs peu élogieux. Selon la Cour d'appel, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les propos étaient injurieux et diffamatoires. Le tribunal estime cependant que les dommages de 550 000 \$ accordés à l'ADISQ et ses administrateurs étaient disproportionnés en regard de la faute et de la jurisprudence en pareilles affaires. Le tribunal ramène donc la somme à 183 000 \$. — *Le Devoir*

C'est le temps des vacances avec...
sunwing.ca
 Vivez la Différence

Tous les passagers vivent l'expérience du service *Étée*:
 Verre de champagne - Choix de repas chauds - Vin au repas - Boissons non-alcoolisées - Collations - Service de serviettes chaudes - Sièges en cuir - Primeurs cinématographiques - Écouteurs - Sac à dos pour enfants - Service courtois et aimable

Vacances AU CHAMPAGNE + RABAIS ADDITIONNEL DE
Jusqu'à 50% de rabais + 10% de rabais
 (Offre réservée au 27 novembre)

DÉPARTS ENTRE LE 16 ET LE 31 DÉCEMBRE RÉSERVEZ D'ICI LE 27 NOVEMBRE
 APPLICABLE SUR UNE SÉLECTION DE FORFAITS VACANCES DANS CERTAINES DESTINATIONS SOLEIL

Contactez votre agence de voyages pour réserver vos vacances Sunwing!

Panama
 it will never leave you

Offre d'une durée limitée. Les économies s'appliquent aux prix réguliers brochure. Les prix offerts par Vacances Sunwing incluent déjà les économies applicables. Afin de bénéficier du rabais additionnel de 10%, les réservations doivent être effectuées avant le 27 novembre 2009. Les prix sont par personne et occupation double pour un séjour d'une semaine à moins d'un an (hors taxes applicables sur une sélection d'hôtels dans certaines destinations soleil incluant la Floride). Les prix incluent les taxes et frais liés au transport sauf la taxe locale d'atterrissage payable au départ de certaines destinations. L'économie de 50% plus le rabais additionnel de 10% se réfère à l'offre Visa Wyndham Antigua à l'île de Maya au Mexique en chambre privée avec petit-déjeuner pour un départ de Montréal le 31 décembre 2009. Cette offre est en vigueur pour les nouvelles réservations seulement effectuées le samedi 21 novembre 2009 et est sujette à changement au point d'être retirée en tout temps sans préavis. Disponibilité limitée. Cette offre ne s'applique pas aux réservations de groupes ni aux vols seulement. Vos agences de Sunwing Airlines. Le service de champagne n'est pas disponible sur les vols vers la Floride. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Les tarifs incluent la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 1,505 par tranche de 1,000 de services achetés. Offre valide au moment de l'impression. Pour connaître les conditions générales, consultez la brochure 2009-2010 de Vacances Sunwing. Titulaire d'un permis du Québec. 18/11/2009

PETIT-DÉJEUNER TÉMOIGNAGE

ACJB
 Association des Anciens et Anciennes du Collège Jean-de-Brébeuf

Le jeudi 26 novembre 2009 de 7 h 15 à 8 h 45
Brébeuf : de l'inspiration à l'action
 Conférencier : **Monsieur Louis Audet, DEC 1970**
 Président et chef de la direction
 COGECO inc. et Cogeco Câble inc.

Lieu Le Club Universitaire de Montréal
 2047, rue Mansfield, Montréal

Tarifs Membre 40\$
 Non-membre 50\$
 Table corporative (8 places) 350\$

RSVP Date butoir : 23 novembre
 (514) 342-9342, poste 5305
anciens@brebeuf.qc.ca
 Tenue d'affaires

Fiers partenaires des petits-déjeuners témoignages
 MacDonnell, MacDonnell & MacTier Inc.
STIKEMAN ELLIOTT

Fiers partenaires de l'ACJB
 Raymond Chabot Grant Thornton **LE DEVOIR**

ACTUALITÉS

Compteurs d'eau

Le vérificateur général conteste les prétentions de BPR

JEANNE CORRIVEAU

Le vérificateur de la Ville de Montréal, Jacques Bergeron, soutient que, contrairement à ce que prétend BPR, il a rencontré au moins un haut dirigeant de la firme d'ingénieurs dans le cadre de son enquête sur le contrat des compteurs d'eau.

Jacques Bergeron a tenu hier à donner la réplique au président de la division Infrastructures de BPR, Yvon Tourigny, qui, dans une lettre envoyée au maire Gerald Tremblay mercredi, contestait les conclusions du rapport du vérificateur sur le contrat des compteurs d'eau. Dans cette missive, M. Tourigny soutenait que Jacques Bergeron avait utilisé des données «dépassees et erronées» lorsqu'il avait étudié le dossier, induisant du même coup la population et les élus en erreur. Il reprochait également à M. Bergeron de n'avoir rencontré aucun haut dirigeant de BPR pendant son enquête, ce qui l'aurait empêché de bien saisir les aspects techniques du projet. M. Tourigny laissait entendre que BPR pourrait engager des actions judiciaires contre M. Bergeron.

Jacques Bergeron a affirmé hier au *Devoir* avoir utilisé les données fournies par la Ville de Montréal et se demandait comment BPR pouvait parler d'informations «dépassees et erronées». Il a soutenu avoir rencontré «au moins un haut dirigeant» de l'entreprise au cours de son enquête, mais il a refusé de dévoiler des

noms, alléguant qu'il s'agissait d'une information confidentielle. M. Bergeron a par ailleurs signalé que, selon la Loi sur les cités et villes, le vérificateur ne pouvait être poursuivi en justice «en raison d'une omission ou d'un acte accompli de bonne foi».

Rapport critique

Rappelons que dans son rapport déposé en septembre dernier, Jacques Bergeron avait sévèrement critiqué tout le processus entourant l'octroi du contrat de 356 millions de dollars à Génieau, égratignant du même coup la firme BPR, qui avait accompagné la Ville dans le dossier. Au lendemain de la publication de ce rapport, le maire a annoncé son intention de résilier le contrat, une décision qui sera entérinée par le conseil d'agglomération le 3 décembre prochain.

BPR en veut également à la chef de l'opposition, Louise Harel, qui a accusé BPR d'avoir trompé les élus lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue en avril dernier. Une mise en demeure lui aurait été envoyée, exigeant d'elle qu'elle fasse paraître une rétractation dans *Le Devoir* et *La Presse*, qui ont rapporté ses propos.

Mme Harel, qui est au Mexique jusqu'à dimanche, a indiqué hier qu'elle n'avait pas pris connaissance de cette mise en demeure et que son bureau ne l'avait pas reçue.

Le Devoir

Prix du journalisme de loisirs

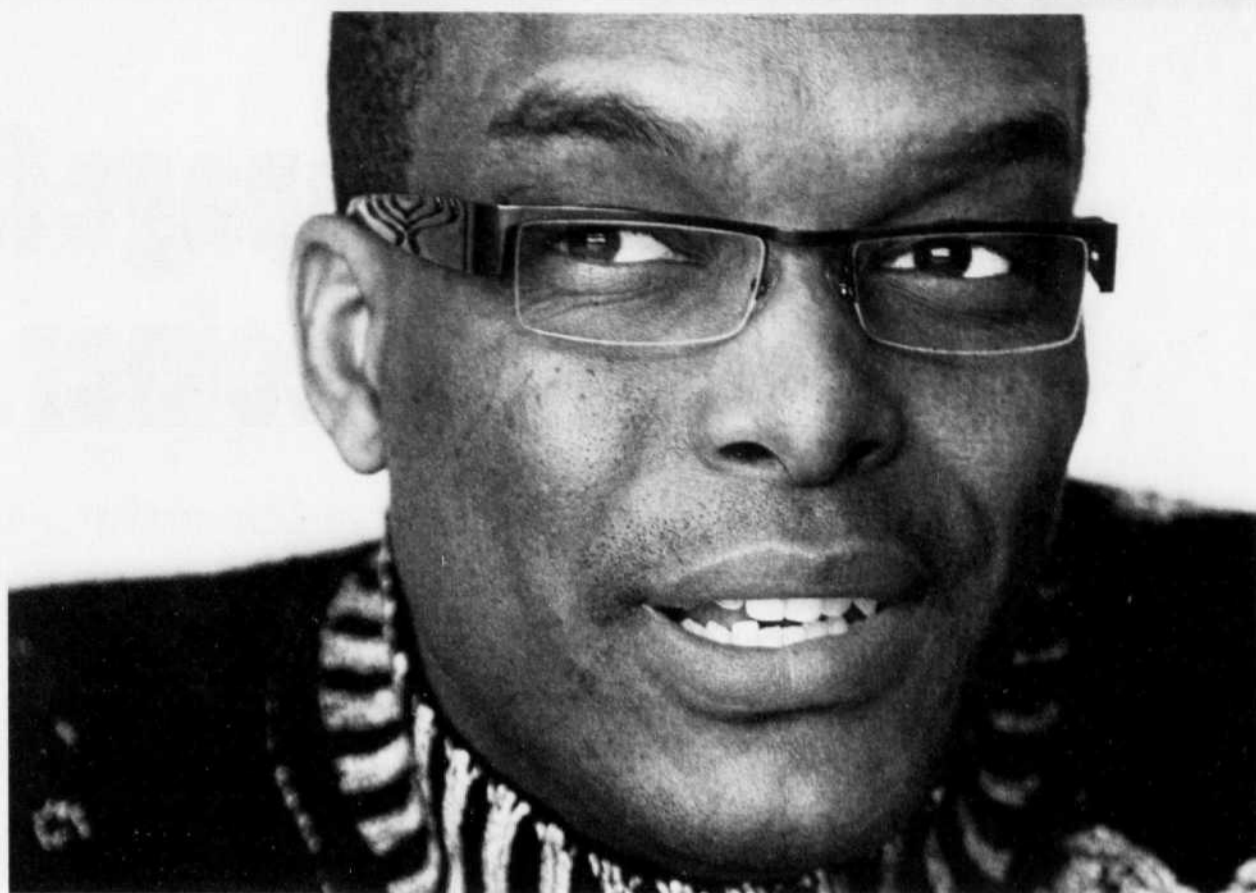
Les journalistes de Radio-Canada ont raflé deux des six premiers Prix en journalisme de loisirs Molson, qui ont été remis hier par le Conseil québécois du loisir (CQL), à Montréal.

Les journalistes Dorothee Giroux, Michel Rochon et Pierre Tonieto ont reçu les premiers prix dans la catégorie radio et télévision. Mme Giroux a été récompensée pour un reportage intitulé «Tous à l'informatic», qui raconte l'histoire d'écoliers qui apprennent à des retraités à utiliser les ordinateurs. MM. Rochon et Tonieto ont été récompensés pour «Échec à l'échec», décrivant l'utilisation du jeu d'échecs afin d'améliorer les résultats des élèves.

Julie Lemieux, du *Soleil*, a reçu le premier prix dans la ca-

tégorie des quotidiens pour un article sur la Traversée de la Gaspésie, une course où les participants doivent parcourir 40 km en ski de fond. Marie-Laure Josselin reçoit le troisième prix pour «L'Afrique, terre du Scrabble» publié dans *Le Devoir*. Andrée-Anne Trudel, de l'*Hebdo du St-Maurice*, a reçu le prix dans la catégorie des hebdomadaires. Marie-Hélène Proulx a été choisie dans la catégorie des périodiques pour un article au sujet des écoles de danse publié dans *Montréal pour Enfants*. Dans la catégorie Internet, Simon-Pierre Goulet du site *www.canoe.ca* a été récompensé pour son reportage sur les femmes s'adonnant à la chasse.

Le Devoir



Harry Delva: «Des groupes comme Éclipse encouragent les policiers à faire du profilage racial.»

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le testament politique d'un patrouilleur de rue

Dix-huit ans à bâtir des ponts entre les jeunes des minorités visibles et la police: «rien n'a changé», dit Harry Delva, amer

Après 18 années à arpenter le quartier Saint-Michel, le patrouilleur de rue Harry Delva est sur le point de tirer sa révérence. En guise de testament politique, il présente demain soir un documentaire dérangeant sur le profilage racial.

BRIAN MYLES

La mort de Fredy Villanueva aux mains de la police de Montréal est venue à bout de la détermination de Harry Delva. Selon lui, c'est la preuve que les relations entre les policiers et les jeunes issus des minorités font du surplace depuis près de 20 ans.

M. Delva, coordonnateur de la patrouille de rue à la Maison d'Haïti, dans le quartier Saint-Michel, a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rapprocher les deux clans. Son implication sociale remonte à 1991, à la suite de la mort de Marcellus François, abattu par erreur par la police. M. Delva fut de la première cohorte d'agents de liaison de la communauté noire chargés de rebâtir les ponts entre les jeunes et la police. Il s'est ensuite greffé à la Maison d'Haïti, où il a coordonné la patrouille de rue.

M. Delva ne compte plus les heures à accompagner les jeunes à la sortie des classes pour désamorcer des conflits. À 51 ans, «le corps ne suit plus», dit-il. Le moral non plus.

Par un curieux revers du destin, la Ville de Montréal a embauché une nouvelle génération de travailleurs de rue après la mort de Fredy Villanueva, en août 2008. Ces travailleurs accompliront un travail de rapprochement dans Montréal-Nord similaire à celui qu'effectuait jadis le jeune Delva dans Saint-Michel. Cette nouvelle, pourtant accueillie avec optimisme, est la goutte qui a fait déborder le vase pour Harry Delva. «C'est la preuve que rien n'a changé. On a essayé pendant 18 ans, et ça n'a pas marché», déplore-t-il.

Jusqu'à l'an dernier, Harry Delva faisait partie du comité expert sur le profilage racial et illicite du Service de police de Montréal

(SPVM). Il s'en est retiré avec une amère déception. «Les discussions que nous avons dans ces rencontres et ce qui se passe dans la rue avec les patrouilleurs, ce n'est pas la même chose, dit-il. L'affaire Villanueva, ça pourrait arriver à n'importe quel jeune.»

Dépôt de bilan

Dans le documentaire diffusé demain soir à Canal D, Harry Delva fait le bilan de ses 18 années d'intervention communautaire. Sur un ton intime et personnel, il amène les téléspectateurs dans les moindres recoins de Montréal-Nord et de Saint-Michel, où les jeunes, les travailleurs communautaires tels que Jean-Yves Sylvestre, et le criminologue Maurice Chalom partagent avec lui leurs préoccupations.

M. Delva montre du doigt le maire de Montréal, Gerald Tremblay, et la direction du SPVM. Tant qu'ils ne reconnaîtront pas publiquement le problème du profilage racial, rien ne

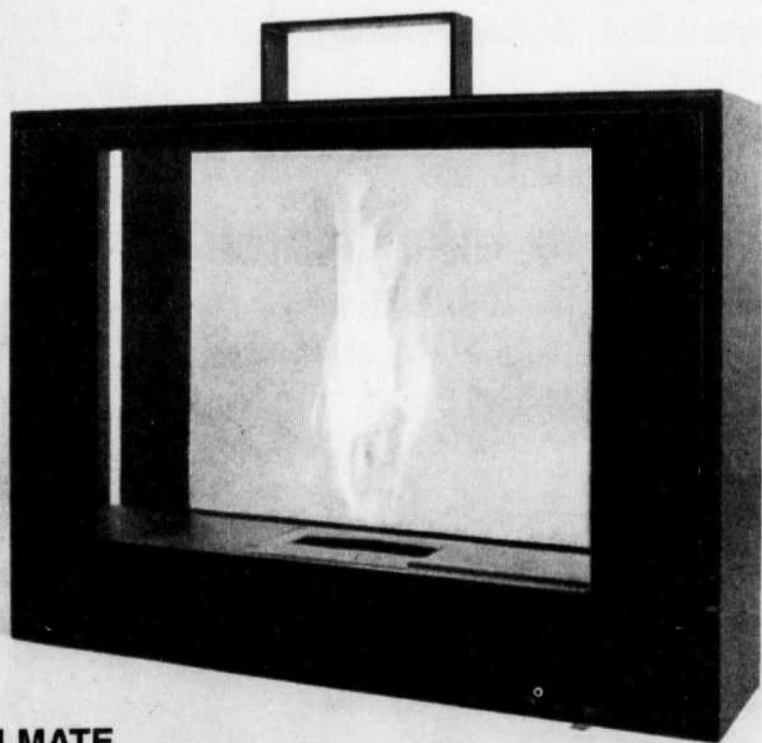
va changer. Encore une fois, le travail de l'escouade Eclipse, chargée de la lutte contre les gangs de rue, fait l'objet de sévères critiques. «Des groupes comme Eclipse encouragent les policiers à faire du profilage racial. On leur dit de cibler les gangs de rue. Mais comme ce n'est pas marqué sur le front des

jeunes, alors ils interpellent tous les jeunes Noirs qui se trouvent dans la rue», explique M. Delva.

Candidat défait de Vision Montréal dans son quartier, Harry Delva a l'intention de poursuivre son

combat en politique. «Je me suis essouffé», dit-il dans le documentaire. «J'espère que d'autres vont continuer.» Ses meilleures pensées vont à une poignée d'individus qui tentent d'améliorer le tissu social de Saint-Michel, entre autres les policiers Charles Dubois et Evens Guercy. Et surtout les jeunes patrouilleurs de rue de la Maison d'Haïti, à qui il tend aujourd'hui le flambeau.

Le Devoir



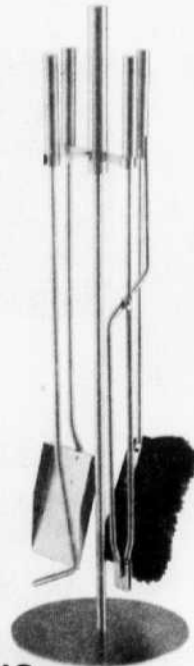
TRAVELMATE

Foyer Ethanol se transportant d'une pièce à l'autre
3300 \$ / Allemagne



BOUGEOIR LUZIFER

«... soumettons-nous à la tentation»
380 \$ / Allemagne



SINO

Acier inox... dur à cuire
890 \$ / Allemagne

BONALDO
L'envie de se meubler, commence ici

2 LE ROYER, VIEUX-MONTRÉAL
514.287.9222 . BONALDO.CA

Mardi au vendredi : 10h à 18h
Samedi : 11h à 18h
Dimanche et lundi : fermé

La grippe se propage facilement. Faites-vous vacciner.

Le vaccin contre la grippe A(H1N1) est offert sur une base volontaire. Il est gratuit et sécuritaire. Même si vous êtes en bonne santé, vous devriez vous faire vacciner.

SONT VACCINÉS ACTUELLEMENT
• Les jeunes de 5 à 19 ans
• Les personnes de 65 ans et plus
• Les personnes de 65 ans et moins atteintes d'une maladie chronique (diabète, asthme, bronchite chronique, problèmes cardiaques, cancer, etc.)
• Les enfants de 6 mois à 5 ans et leur famille
• Les personnes immunosupprimées et leurs proches
• Les parents, frères et sœurs de nourrissons de moins de 6 mois
• Toutes les femmes enceintes (vaccin sans adjuvant disponible)
SERONT VACCINÉS À PARTIR DU 7 DÉCEMBRE
• Les adultes de 20 ans et plus en bonne santé

Pour vous faire vacciner, rendez-vous dans un centre de vaccination contre la grippe A(H1N1). Ils sont ouverts **7 jours sur 7, de 8 h à 20 h.**

CSSS DE DORVAL-LACHINE-LASALLE

- Ancien Hôpital général de Lachine – 3320, rue Notre-Dame
- Carrefour Angrignon – 7077, boulevard Newman

CSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE

- École Allancroft – 265, chemin Allancroft
- École primaire Spring Garden – 175, avenue Sonata

CSSS CAVENDISH

- Mail Cavendish – 5800, boulevard Cavendish

CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT

- Centre des loisirs de Saint-Laurent – 1375, rue Grenet

CSSS DE LA MONTAGNE

- Place Alexis Nihon – 1500, avenue Atwater

CSSS DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

- Centre Récréatif Édouard-Rivet – 11111, rue Notre-Dame Est
- Hôpital Rivière-des-Prairies – 7070, boulevard Perras

CSSS DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL

- Collège Reine-Marie – 9300, boulevard Saint-Michel

CSSS DU CŒUR-DE-L'ÎLE

- Centre communautaire Patro Le Prévost
7355, avenue Christophe-Colomb

CSSS DU SUD-OUEST-VERDUN

- Clinique médicale Physergo du Sud-Ouest – 5260, rue de Verdun
- Théâtre du quartier – 3990, rue Notre-Dame Ouest

CSSS JEANNE-MANCE

- Palais des congrès – 1001, rue Jean-Paul-Riopelle
**Exceptionnellement le 28 novembre,
ouvert de 8 h à 15 h seulement.**

CSSS LUCILLE-TEASDALE

- Stade olympique – 4545, avenue Pierre-de-Coubertin
Fermé les 22 et 23 novembre

CSSS D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD

- École Frédéric-Banting – 11135, avenue Alfred
- Collège Mont-Saint-Louis – 1700, boulevard Henri-Bourassa Est
**Ouvert samedi et dimanche seulement,
à compter du 21 novembre**

À NE PAS OUBLIER

- Pour recevoir votre vaccin, vous devrez présenter une preuve d'identité.
- Pour faciliter la vaccination, portez un vêtement dont la manche se relève facilement.

AVANT DE VOUS DÉPLACER DANS UN CENTRE DE VACCINATION, CONSULTEZ TOUJOURS :

www.pandemiequebec.gouv.qc.ca • www.santemontreal.qc.ca
Services Québec au : 514 644-4545

À MONTRÉAL, DES LIGNES EXPRESS SONT MAINTENANT RÉSERVÉES AUX JEUNES D'ÂGE SCOLAIRE DANS LES CENTRES DE VACCINATION.

POUR BÉNÉFICIER DE CES LIGNES EXPRESS, PRÉSENTEZ-VOUS DANS L'UN OU L'AUTRE DES CENTRES, LA FIN DE SEMAINE ENTRE 8 H ET 20 H ET EN SEMAINE ENTRE 14 H ET 20 H. LES ENFANTS DE MOINS DE 14 ANS DOIVENT ÊTRE ACCOMPAGNÉS DE LEURS PARENTS POUR RECEVOIR LE VACCIN.

Des cliniques de grippe exclusivement dédiées aux enfants et aux adultes présentant des symptômes de grippe sont maintenant ouvertes à Montréal.

Pour connaître les coordonnées, consultez : www.pandemiequebec.gouv.qc.ca
Services Québec : 514 644-4545

RÉGION DE LAVAL SEULEMENT

La grippe se propage facilement. Faites-vous vacciner.

Le vaccin contre la grippe A(H1N1) est offert sur une base volontaire. Il est gratuit et sécuritaire.

Notez les informations ci-dessous pour savoir où et quand se dérouleront les séances de vaccination dans votre région.

LES PERSONNES LES PLUS À RISQUE SONT VACCINÉES DE FAÇON PRIORITAIRE.

Ayez en main une preuve de résidence.

QUI?	QUAND?	OÙ?
<ul style="list-style-type: none"> Personnes de moins de 65 ans avec une maladie chronique (maladies cardiovasculaires et cardiorespiratoires, maladie rénale, asthme, cancer et diabète). Femmes enceintes. Parents et fratrie (frères et sœurs) d'enfants de moins de 6 mois. Enfants de 6 mois à 4 ans sans la famille. Personnes immunosupprimées pouvant être vaccinées. Famille immédiate habitant avec une personne immunosupprimée. Enfants et jeunes de 5 à 19 ans. 	<p>À partir du 5 novembre, de 8 h à 19 h</p>	<p>Deux endroits, selon votre choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2228, boul. des Laurentides (angle boul. Bellerose et au nord de l'aut. 440) Ouvert tous les jours sauf le mercredi 560, rue Justin (angle aut. 13 et boul. Dagenais) Ouvert tous les jours sauf le dimanche
<ul style="list-style-type: none"> Personnes de 65 ans et plus. 	<p>À partir du 19 novembre, de 8 h à 19 h</p>	
<ul style="list-style-type: none"> Personnes de 20 ans et plus. 	<p>À partir du 29 novembre, de 8 h à 19 h</p>	

INFORMATION IMPORTANTE : VACCINATION DES PERSONNES ALLERGIQUES AUX ŒUFS

Les personnes allergiques aux oeufs pourront se faire vacciner contre la grippe A(H1N1) les 28 et 29 novembre à l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé. Cette vaccination se fera uniquement sur rendez-vous et sous surveillance médicale. Pour prendre rendez-vous à compter du lundi 23 novembre dès 8 h, composez le **450 975-5937**.

CES INFORMATIONS SONT MISES À JOUR RÉGULIÈREMENT. CONSULTEZ LES SITES SUIVANTS OU SERVICES QUÉBEC POUR AVOIR L'INFORMATION LA PLUS RÉCENTE.

De l'information en tout temps :

www.pandemiequebec.gouv.qc.ca • www.sssslaval.gouv.qc.ca

Services Québec 7 jours sur 7 : **514 644-4545** • Info-Santé : **811**

Une clinique de grippe exclusivement dédiée aux enfants et aux adultes présentant des symptômes de grippe est maintenant ouverte à Laval.

Pour connaître les coordonnées, consultez : www.pandemiequebec.gouv.qc.ca
Services Québec : 514 644-4545

La grippe se propage facilement. Faites-vous vacciner.

Le vaccin contre la grippe A(H1N1) est offert sur une base volontaire. Il est gratuit et sécuritaire.

Les personnes suivantes peuvent recevoir le vaccin :

- Les travailleurs de la santé • Les personnes de moins de 65 ans avec maladies chroniques • Les femmes enceintes • Les enfants de plus de 6 mois à moins de 5 ans • Les personnes habitant avec un proche à risque élevé ne pouvant être immunisé (nourrisson de moins de six mois), ou pouvant moins bien répondre au vaccin (personne immunosupprimée) • Les personnes de 5 à 19 ans.

(Notez que des transports scolaires seront prochainement organisés sauf dans le secteur d'Antoine-Labelle. La direction de votre école vous informera des modalités. Toutefois, les parents qui le préfèrent peuvent faire vacciner leurs enfants au centre de vaccination.)

- **Nouveauté :** Certains centres vaccinent désormais les personnes de 65 ans et plus. Informez-vous avant de vous déplacer.

SECTEUR LAC-DES-DEUX-MONTAGNES

Nouveauté : La vaccination est maintenant accessible aux personnes de 65 ans et plus.

SAINT-EUSTACHE

Ancien concessionnaire automobile
565, boulevard Arthur-Sauvé (500 mètres au nord de l'Hôpital de Saint-Eustache)

HORAIRE DE VACCINATION

Le mercredi 25 novembre, de 13 h 30 à 21 h
Attention! Des coupons seront remis dès le lundi 23 novembre à compter de 8 h jusqu'à épuisement des coupons disponibles.

VÉRIFIEZ L'HORAIRE AVANT DE VOUS DÉPLACER : 450 473-2099

www.moncsss.com

SECTEUR SAINT-JÉRÔME

Galerie Laurentides
500, boulevard des Laurentides

HORAIRE DE VACCINATION

DU 21 NOVEMBRE AU 27 NOVEMBRE

- Samedi et dimanche, 21 et 22 novembre : De 8 h 30 à 16 h 00
Personnes vulnérables et personnes de 5 à 19 ans
- Lundi au vendredi, 23 au 27 novembre : De 8 h 30 à 16 h 00
Écoliers par transports scolaires
De 16 h 00 à 19 h 30
Personnes vulnérables, personnes de 5 à 19 ans et personnes de 65 ans et plus selon la disponibilité des doses

VÉRIFIEZ L'HORAIRE AVANT DE VOUS DÉPLACER : 450 432-2777, poste 5500
www.cdsj.org

SECTEUR PAYS-D'EN-HAUT

PIEDMONT

Centre de ski Mont Avila
500, chemin Avila

HORAIRE DE VACCINATION

Vendredi 20, samedi 21 et dimanche 22 novembre : FERMÉ
(quantité insuffisante de vaccins)
Lundi 23 novembre et jours suivants : INCERTAIN (tributaire d'un arrivage de vaccins)

POUR CONNAÎTRES LES PROCHAINES DATES : 450 229-6601, poste 1

SECTEUR ANTOINE-LABELLE

Nouveauté : La vaccination est maintenant accessible aux personnes de 65 ans et plus.

MONT-LAURIER

Salle Cœur-Immaculé-de-Marie
570, rue Panet

RIVIÈRE-ROUGE

Centre sportif et culturel de la Vallée de la Rouge
1550, rue du Rapide

NOTRE-DAME-DU-LAUS

Salle des loisirs
15, chemin Ruisseau Serpent

POUR CONNAÎTRE L'HORAIRE DE VACCINATION

Secteur de Mont-Laurier : 819 623-1234 poste 4129
Secteur Rivière-Rouge : 819 275-2118 poste 3115
Secteur Notre-Dame-du-Laus : 819 767-2488 poste 40 www.csssal.org

SECTEUR DES SOMMETS

Nouveauté : La vaccination est maintenant accessible aux personnes de 65 ans et plus.

SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

Bâtiment situé à l'arrière de la Clinique 201
19, rue Saint-Paul Est

MONT-TREMBLANT

Centre de quilles de Saint-Jovite
31, chemin de Brébeuf

POUR CONNAÎTRE L'HORAIRE DE VACCINATION

819 326-3111, poste 2099
819 425-3771, poste 2099
819 686-2117, poste 2099
www.csss-sommets.com

SECTEUR ARGENTEUIL

Nouveauté : Les personnes de 65 ans et plus seront vaccinées à partir du 26 novembre.

CENTRE DE VACCINATION DE LACHUTE

Carrefour d'Argenteuil
505, avenue Béthanie, porte n° 3 (près du bingo)

HORAIRE DE VACCINATION

Samedi 21 novembre, de 9 h à 16 h
Vendredi 27 novembre, de 9 h à 20 h
Samedi 28 novembre, de 9 h à 16 h

CENTRE DE VACCINATION DE GRENVILLE

Centre communautaire
21 rue Tri-Jean

HORAIRE DE VACCINATION

Jeudi 26 novembre, de 15 h à 20 h

VÉRIFIEZ L'HORAIRE AVANT DE VOUS DÉPLACER :

450 562-3761, poste 8530 (français)
450 562-3761, poste 8560 (anglais)
www.csssargenteuil.qc.ca

SECTEUR THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

Nouveauté : La vaccination est maintenant accessible aux personnes de 65 ans et plus.

ROSEMÈRE

Galerie des Mille-Iles
315, boulevard Labelle

HORAIRE DE VACCINATION

Fermé le dimanche 22 novembre
Ouvert les fins de semaine jusqu'au 22 décembre, de 9 h à 16 h
Du lundi au vendredi, du 23 novembre au 4 décembre,
de 8 h 30 à 20 h (réservé aux écoles jusqu'à 15 h)

VÉRIFIEZ L'HORAIRE AVANT DE VOUS DÉPLACER :

450 430-4553, appuyez sur le 2
www.cssstheresedebainville.qc.ca

LE CALENDRIER DE VACCINATION PEUT CHANGER À TOUT MOMENT SELON LA DISPONIBILITÉ DES VACCINS.
VÉRIFIEZ AVANT DE VOUS DÉPLACER.

RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE SEULEMENT

La grippe se propage facilement. Faites-vous vacciner.

Le vaccin contre la grippe A(H1N1) est offert sur une base volontaire. Il est gratuit et sécuritaire.

Notez les informations ci-dessous pour savoir où et quand se dérouleront les séances de vaccination en Montérégie.

Sont vaccinés actuellement	Dates
<ul style="list-style-type: none"> Les personnes de 65 ans et plus 	<ul style="list-style-type: none"> À compter du 21 novembre. Les fins de semaine ainsi que la semaine en fin d'après-midi et en soirée. <p style="text-align: right;"><i>Vérifiez les horaires</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> Les jeunes de 5 à 19 ans qui ne bénéficient pas du transport scolaire pour se rendre au centre de vaccination. (les étudiants des cégeps, des écoles professionnelles et les jeunes qui sont sur le marché du travail) <p><i>Notez que le jour, en semaine, les centres de vaccination seront ouverts exclusivement aux élèves des écoles primaires et secondaires qui bénéficient du transport scolaire pour se faire vacciner.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> La semaine, en fin d'après-midi et en soirée, ainsi que les fins de semaine. <p style="text-align: right;"><i>Vérifiez les horaires</i></p>
La vaccination se poursuit pour les clientèles suivantes	
<ul style="list-style-type: none"> Personnes atteintes d'une maladie chronique (diabétiques, asthmatiques, bronchitiques, insuffisants cardiaques, etc.) Les femmes enceintes (vaccin sans adjuvant DISPONIBLE) Enfants de 6 mois à 5 ans Les personnes immunosupprimées Personnes qui résident avec des nourrissons de moins de 6 mois et avec des personnes immunosupprimées Travailleurs de la santé 	<ul style="list-style-type: none"> La semaine, en fin d'après-midi et en soirée, ainsi que les fins de semaine. <p style="text-align: right;"><i>Vérifiez les horaires</i></p>
Le prochain groupe prioritaire	
<ul style="list-style-type: none"> Adultes de 20 ans et plus en bonne santé 	<ul style="list-style-type: none"> Dates et horaires à confirmer

HORAIRES DES CENTRES DE VACCINATION DU 21 AU 29 NOVEMBRE INCLUSIVEMENT

BEAUHARNOIS

Centre communautaire de Beauharnois, 600, rue Ellice
25 et 26 novembre: 15 h à 19 h 30
www.csssuroit.qc.ca 450 371-2255

BEDFORD

Centre communautaire George Perron
14, rue Philippe-Côté, Bedford
23 novembre: 14 h à 15 h 30
24 novembre: 8 h à 15 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/lapommerai
450 248-4321

BELOEIL

1505, rue de l'Industrie (en bordure de l'autoroute 20, entre les sorties 109 et 112)
Lundi au Vendredi: 13 h 30 à 20 h 30
Samedi et Dimanche: 8 h 30 à 15 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/richeheu-yamaska
1 877 295-3040

CHÂTEAUGUAY

820, boulevard Ford (dans le parc industriel)
Lundi au Vendredi: 16 h à 20 h
Samedi et Dimanche: 8 h 30 à 15 h
www.santemonteregie.qc.ca/jardins-roussillon
1 800 700-0621, poste 3456

COWANSVILLE

CLSC de Cowansville, 397, rue de la Rivière
21 novembre: 8 h 30 à 15 h 30
23 novembre: 9 h 15 à 16 h 30
Du 24 au 27 novembre: 9 h 15 à 19 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/lapommerai
450 266-4342, option 1

GRANBY

Parc Daniel-Johnson, Pavillon Roger-Bédard
230, rue Drummond (chalet des patineurs)
21 novembre: 9 h à 15 h
23 au 25 novembre: 15 h à 17 h
www.santemonteregie.qc.ca/granby-region
450 375-8000, poste 2477

FARNHAM

Centre des Arts, 135, rue Saint-André Sud, Farnham
25 novembre: 13 h 30 à 15 h 30
26 novembre: 10 h à 15 h 30
27 novembre: 8 h 30 à 15 h 30
28 et 29 novembre: 8 h 15 à 15 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/lapommerai
450 293-3622

HUNTINGDON

4, rue Lorne (ancienne usine 2 Clevy & Tinker)
21 novembre: 9 h à 16 h
23 et 25 novembre: 15 h à 19 h 30
28 novembre: 9 h à 15 h
www.santemonteregie.qc.ca/haut-saint-laurent
450 829-2321

LONGUEUIL

École Samuel-De-Champlain, 2101, rue Lavallée
Lundi au Vendredi: 15 h à 20 h
Samedi et Dimanche: 9 h à 16 h
www.santemonteregie.qc.ca/cssspierrebocher
450 468-8045 1 877 881-8045

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

76 D, rue Dufferin (local voisin de la pharmacie Jean-Coutu)
Lundi, mardi et vendredi: 15 h à 19 h 30
Samedi et Dimanche: 8 h 30 à 15 h
www.csssuroit.qc.ca 450-371-2255

SAINT-CONSTANT

Plaza Métro Saint-Constant, 115, rue Saint-Pierre
Lundi au Vendredi: 16 h à 20 h
Samedi et Dimanche: 8 h 30 à 15 h
www.santemonteregie.qc.ca/jardins-roussillon
1 800 700-0621, poste 3456

SAINT-HUBERT

5959, boulevard Cousineau
Lundi au vendredi: 15 h 30 à 20 h 00
Samedi et dimanche: 8 h 30 à 15 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/champlain
450 443-7460

SAINT-HYACINTHE

6600, avenue Choquette (dans le parc industriel)
Lundi au Vendredi: 13 h 30 à 20 h 30
Samedi et Dimanche: 8 h 30 à 15 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/richeheu-yamaska
1 877 295-3040

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

55, rue des Échevins (secteur Saint-Luc)
(au coin du boulevard Saint-Luc)
21 et 22 novembre: 9 h à 15 h
23 au 27 novembre: 15 h 30 à 19 h 30
28 et 29 novembre: 9 h à 15 h
www.infogrippe.qc.ca
450 359-6556 1 888 359-6556

SOREL-TRACY

Promenades de Sorel, porte 6
450, boulevard Poliquin
21 novembre: 9 h à 16 h 30
23 au 25 novembre: 15 h à 17 h 30
26 novembre: 15 h à 20 h 30
www.santemonteregie.qc.ca/sorel-tracy
450 746-4545, poste 6

VAUDREUIL-DORION

430, boulevard Harwood
(entre la librairie Édition Vaudreuil et Tim Horton)
21 et 22 novembre: 9 h à 17 h
23 au 26 novembre: 16 h à 20 h
27 novembre: 9 h à 20 h
28 et 29 novembre: 9 h à 17 h
www.santemonteregie.qc.ca/vaudreuil-soulanges
1 866 461-9333

IMPORTANT: À compter du 19 novembre, le jour, en semaine, les centres de vaccination seront ouverts exclusivement aux élèves des écoles primaires et secondaires qui utilisent le transport scolaire pour se rendre au centre de vaccination. Les autres groupes prioritaires pourront se présenter la semaine, en fin d'après-midi et en soirée, ainsi que les fins de semaine.

ACTUALITÉS

TORTURE

Le diplomate a « touché une vaste quantité de sujets, pour lesquels je ne suis pas sûr qu'il était qualifié », dit le général Hillier

SUITE DE LA PAGE 1

Le nombre de détenus transférés par leur armée respective a été rendu public. Dans une compilation datée de 2007, Amnistie internationale a indiqué que les Forces britanniques avaient fait 127 prisonniers de septembre 2006 à août 2007, dont 42 ont été transférés (les autres ayant été relâchés). Les Forces hollandaises, elles, en avaient capturé 59, dont 11 ont été transférés.

En appliquant les repères fournis par Richard Colvin, on obtient une fourchette de 220 (20 fois 11) à 252 (6 fois 42) prisonniers transférés par le Canada. Le total a évidemment continué d'augmenter depuis.

Notons que des 53 Afghans transférés par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à cette époque, seulement 31 sont restés en prison. C'est donc dire que sur un total initial de 186 capturés, seulement 17 % sont sous les verrous.

Secret conservateur

Le Canada avait l'habitude de révéler le nombre de prisonniers faits par ses troupes en Afghanistan, mais cette politique a changé trois mois après l'arrivée au pouvoir des conservateurs de Stephen Harper. Le 28 avril 2006 est la date à laquelle ces renseignements ont été divulgués pour la dernière fois (le Canada avait alors transféré 40 prisonniers depuis 2002). Une semaine avant, quatre militaires canadiens avaient été tués et les conservateurs ont décidé de censurer aussi le rapatriement des dépouilles en interdisant aux médias l'accès à la cérémonie militaire.

Le témoignage de M. Colvin a continué de faire



Le général Rick Hillier

des vagues à la Chambre des communes, hier, l'opposition demandant une commission d'enquête publique pour faire la lumière sur toute la question du transfert des détenus. Comme la veille, le gouvernement conservateur a répondu en attaquant la crédibilité des affirmations du diplomate Colvin, basées selon Ottawa sur des « oui-dire ».

Une enquête publique permettrait notamment de savoir si les 18 rapports de Richard Colvin ont

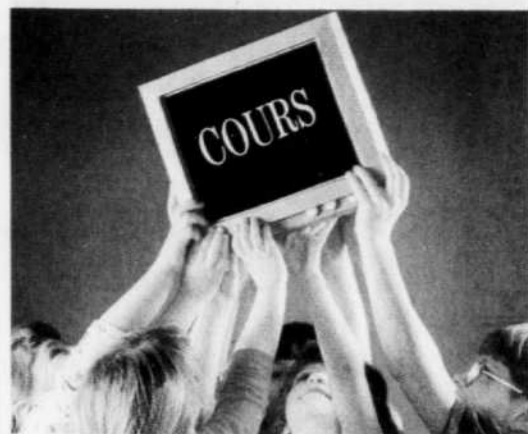
fait leur chemin jusqu'aux oreilles des ministres des Affaires étrangères et de la Défense. Entre mai 2006 et le printemps 2007, Richard Colvin a distribué ses rapports à environ 75 destinataires. En avril 2007, une directive émanant du sous-ministre délégué aux Affaires étrangères de l'époque, David Mulroney (actuel ambassadeur en Chine), a restreint le nombre de destinataires et a interdit aux fonctionnaires de faire état de la torture dans leurs rapports écrits: le téléphone était à privilégier.

Parmi les autres civils qui étaient au courant des problèmes de torture, toujours selon M. Colvin, on compte Margaret Bloodworth, conseillère du premier ministre pour la sécurité nationale, et Colleen Swords, sous-ministre adjointe aux Affaires étrangères (aujourd'hui aux Affaires indiennes).

Chez les militaires, ses rapports étaient envoyés au lieutenant-général Michel Gauthier, qui devait faire rapport à son supérieur, Rick Hillier. M. Gauthier — qui témoignera la semaine prochaine — a indiqué au réseau Global qu'il peut « affirmer avec confiance » que son personnel « n'avait pas l'habitude d'ignorer les rapports importants provenant du terrain ».

« Considérant notre responsabilité potentielle [...], on peut se demander pourquoi quelqu'un de nous aurait volontairement et délibérément ignoré de substantielles preuves qui pourraient ultimement nous impliquer dans un crime de guerre », a-t-il dit. Le général Hillier a répété n'avoir jamais lu de rapport de M. Colvin. Selon lui, le diplomate a « touché une vaste quantité de sujets, pour lesquels je ne suis pas sûr qu'il était qualifié ».

Le Devoir



SUITE DE LA PAGE 1

plus tard: « Que personne n'essaie de me l'enlever! »

Mme Normandeau enseigne à l'école Pierre-Dupuy, en plein cœur du Centre-Sud montréalais, à l'angle des rues Parthenais et Ontario. Il s'agit d'une des écoles les plus défavorisées du réseau et c'est là que la Commission scolaire de Montréal conduit son projet-pilote de cyberécole. « Tous les nouveaux concepts technologiques seront d'abord testés ici », explique la technicienne en informatique de l'école, Elizabeth Dufresne. Elle ne chôme pas ces temps-ci: les profs doivent se familiariser avec les 12 nouveaux TBI, qui trônent désormais en lieu et place des anciennes ardoises. Treize autres arriveront sous peu.

Un tableau en pleine expansion

En Grande-Bretagne, 95 % des classes fonctionnent déjà avec un TBI. En France, certaines écoles ont entièrement converti les manuels scolaires en format virtuel, maintenant projetés sur l'écran. Les entreprises derrière ces changements se partagent un marché mondial de 4 milliards de dollars par année. Smart Technologies et Prométhéan, toutes deux présentes au Québec, accaparent 75 % de ce marché et estiment que trois millions de TBI entreront en fonction d'ici l'an prochain.

Au Québec? On se réveille depuis un an, constate Yves Néron, directeur des ventes chez De Marque (les créateurs de Tap'touche), distributeur local des tableaux Prométhéan. Les ventes ont bondi de 700 % en 2008-2009. « Les enseignants ne sont pas à l'aise au début, mais ils se lancent quand même. Leurs collègues suivent et les jeunes les aident à l'utiliser. »

La facture? Environ 1500 \$ pour le tableau, ordinateur et projecteur en sus. Ce serait le prix de la motivation des élèves, aux yeux de ceux qui y investissent leur argent.

Mais ces tableaux sont-ils « une beauté véritable ou du simple rouge à lèvres? », s'interrogent des chercheurs. Les jeunes sont-ils vraiment plus motivés par l'algèbre sur un TBI que sur un tableau vert?

Oui, les élèves sont « un peu » plus motivés dans les classes munies du TBI, a constaté le chercheur américain Bruce Torff, mais de là à dire que leurs résultats sont meilleurs... Il a suivi 773 jeunes new-yorkais de la 4^e à la 6^e année, dont la moitié fréquentaient des classes équipées de TBI en mathématiques. Conclusion: une motivation « légèrement » supérieure, mais seulement si l'enseignant « y croit ». D'autres ont obtenu des résultats semblables.

« Au début, les élèves sont contents parce que c'est un peu magique, mais le plaisir finira par passer », explique la chercheuse Thérèse Laferrière. Le défi, selon elle, est de concevoir des outils pédagogiques efficaces avec le TBI.

Par exemple, le tableau permet à des écoles éloignées de se « voir », par écrans interposés. Ainsi, en France, certains cours d'anglais sont donnés par de vrais Anglais d'Angleterre, de l'autre côté de la Manche.

Sur le même modèle, le lien invisible du Net unit des écoles rurales du Québec grâce aux TBI. La même idée d'écoles numériques rurales bourgeoises en France. L'important, précise Thérèse Laferrière, est d'éviter de perpétuer les mêmes vieilles pratiques magistrales pour lesquelles un tableau vert s'acquittait bien de sa tâche.

Sur le Web, les idées d'activités pullulent: les enseignants qui se sont mis au Web 2.0 partagent leurs idées. Des professeurs d'art ont même lancé leurs classes dans la production de fresques entièrement virtuelles sur le TBI. Dans une œuvre des élèves de l'école Paul-Émile-Pajot, les jeunes peuvent déplacer un danseur dans une fresque, créant une œuvre interactive et étudiant du même coup... la translation. Écrire des scénarios et des contes en commun, analyser et annoter la géographie du Québec du haut de Google Maps: seule limite, l'imagination.

Certaines choses ne changeront toutefois jamais. « J'ai assez hâte de ne plus avoir de maths », soupire un élève de l'école Pierre-Dupuy qui, pourtant, s'est laissé prendre au jeu-questionnaire mathématique au début du cours.

Le Devoir

Richard Colvin ne doit pas craindre pour son emploi

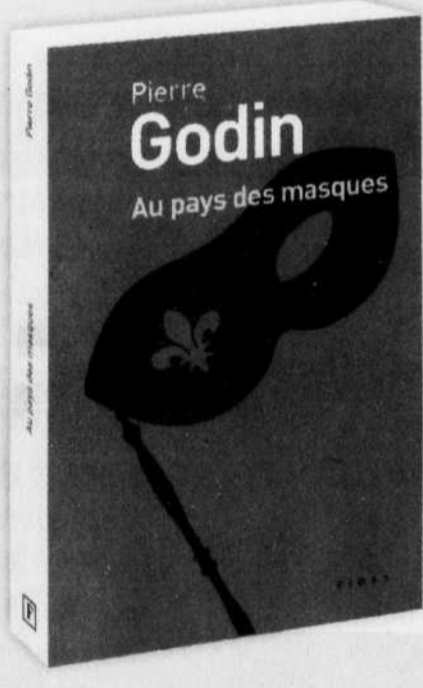
Ottawa — Le diplomate de carrière Richard Colvin ne devrait pas avoir peur de perdre son emploi à l'ambassade de Washington malgré ses révélations fracassantes mettant le gouvernement dans l'embarras.

« Les décisions concernant les promotions ou les déplacements de fonctionnaires ne relèvent pas d'un exercice partisan », a soutenu hier le ministre de la Défense, Peter MacKay. Ces décisions sont prises à l'interne et je crois qu'il y aurait un tollé si le gouvernement se mettait à embaucher et à congédier des fonctionnaires pour des raisons politiques. »

Richard Colvin occupe en ce moment le poste stratégique de directeur adjoint des services de renseignement à Washington. Hier, le professeur Amir Attaran, qui suit depuis plusieurs années le dossier des prisonniers afghans, a invité les autres fonctionnaires ayant reçu les rapports de M. Colvin à l'imiter en faisant des déclarations publiques. « Les autres fonctionnaires devraient sonner l'alarme aussi. La fonction publique a pour mandat de faire respecter les lois canadiennes, pas de protéger le gouvernement », dit-il.

Hélène Buzzetti

Voici comment le père de la nation gagna son référendum



VENEZ RENCONTRER
Pierre Godin
biographe de René Lévesque
et auteur du roman

Au pays des masques

à l'occasion du
SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Samedi 21 novembre de 13 h 30 à 14 h 30
Dimanche 22 novembre de 14 h 00 à 15 h 30

624 pages • 29,95 \$ • Roman

FIDES



FORÊT

SUITE DE LA PAGE 1

coups du tout», assure Eduardo Braga.

Le Brésil est le quatrième plus grand émetteur de CO₂, causant l'effet de serre, dont la déforestation est l'une des grandes responsables. 52 % du couvert amazonien demeure encore intact sur le territoire brésilien. Le reste n'est que souvenir. Poupon de la Terre rongé par le cancer, la forêt amazonienne occupe le tiers des massifs forestiers primaires de la planète et abrite le tiers des espèces animales et végétales.

Selon un récent rapport de Greenpeace, les éleveurs brésiliens coupent un hectare de forêt primaire chaque seconde. Ça varie selon les régions. Mais en un an, le déboisement a reculé au Brésil de 45 %. « Dans l'État d'Amazonie, 98 % du territoire forestier est asséché », explique Eduardo Braga. Depuis six ans, on a reculé de 60 % en termes de déforestation, dans un demi-siècle, ça se réduira à zéro. Certains contestent ces chiffres officiels, mais la région, qui vit surtout de sa zone franche et d'un marché électronique, est effectivement moins touchée qu'ailleurs par l'abattage des arbres.

L'État d'Amazonie détient la plus grande partie de la forêt amazonienne, et faute de mines et d'élevages massifs sur son territoire, il peut jouer les champions verts. Des provinces voisines, Para par exemple, sont également au cœur de cette jungle, avec des coupes massives par les bulldozers géants, afin de paver le terrain à l'élevage bovin, aux mines et aux plantations nouvelles. Sans oublier les incendies criminels à des fins agricoles, nombreux et dévastateurs, même autour de Manaus, région très touchée l'été dernier. Les éleveurs, qui tiennent à leur bout de gras, font rouler l'économie, ce qui n'est pas rien.

C'est à Manaus, capitale de l'Amazonie, que le mot « mondialisation » prend tout son sens, avec son statut de port franc, qui lui vaut d'écouler sa pacotille électronique asiatique sur les marchés du port, en rendant tout le monde accro aux jeux

vidéo nippons. Des usines fabriquent aussi des pièces électroniques, et l'État construit un énorme pont (inauguré en 2011) pour relier les rives du Rio Negro afin d'étendre cette industrie de pointe, d'ailleurs fort polluante.

« Les gens qui vivent en Amazonie ne devraient pas être punis », estime Eduardo Braga. Vous réclamez de nouveaux standards aux gens d'ici, mais l'Amazonie ne se résume pas à des arbres, des poissons et des animaux. Elle abrite aussi des populations. Si les enfants ont faim, ne demandez à personne de se préoccuper d'environnement. » Rien n'est simple. D'autant moins que les grands pays surconsommateurs contribuent au pillage des forêts avant d'exiger en retour la conservation des espaces verts. La main droite ignore gaillardement ce que fait la gauche.

Les décennies 1960 et 1970, dans un Brésil sous dictature, ont invité au massacre de l'Amazonie avec des politiques de déforestation sauvages. « Coupez, coupez. Occupez le terrain », disait le gouvernement aux colons de tous poils. Le Brésil est le plus grand producteur bovin du monde (30 % du marché) au détriment de l'Amazonie.

Rappelons que le bassin amazonien couvre neuf pays, dont la Bolivie, la Guyane, le Pérou le

Venezuela, l'Équateur. Même si le Brésil occupe la majorité de cette forêt, il ne peut agir seul. Forêt, fleuve et affluents se rient des frontières, et le mercure déversé par les orpailleurs guyanais pour traiter le métal jaune en empoisonnant les cours d'eau possède en aval des effets sur la jungle entière, tout comme l'essence déversée en Équateur par les grandes pétrolières. « Nous sommes déjà en pourparlers avec nos voisins pour tenter de créer des actions communes, mais ça se jouera beaucoup à l'échelle des ententes internationales », assure le gouverneur.

Le plan REED, qui à l'échelle planétaire se propose de verser des rentes aux pays impliqués dans la déforestation à travers l'octroi de points carbone, est d'une complexité folle, et le Brésil ne l'avalise pas complètement. On craint la privatisation de pans entiers de l'Amazonie au profit d'entreprises étrangères en quête de crédits pour réduire leurs propres émissions de CO₂. Le Brésil met sur pied des politiques compensatoires un peu divergentes, tout en espérant l'appui des grandes puissances.

Le Devoir



Eduardo Braga

STEPHANIE KOSSMANN

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 @ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Javier de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Beaudry, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390